Tél. 02 54 42 59 77
Fax 02 54 42 42 48
Observatoire
de l'Economie
et des Territoires
de Loir-et-Cher

Les industries agro-alimentaires *en Loir-et-Cher*

Novembre 1997

BIBLIOGRAPHIE

Etude sectorielle

LES INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES EN LOIR-ET-CHER

Novembre 1997

Sommaire

Synthèse 5

Introduction 11

1 - Un secteur clé de l'économie nationale 15

1.1 - Les Industries Agro-Alimentaires 17
1.2 - Une croissance continue de la production 18
1.3 - Faible taux de valeur ajoutée 20
1.4 - La consommation ne cesse d'augmenter 20
1.5 - Diminution de la part du budget des ménages 22
1.6 - Des chiffres d'affaires et des investissements considérables 23
1.7 - Une forte contribution à la balance commerciale française 24
1.8 - Diminution régulière de l'emploi salarié 24
1.9 - La répartition régionale de l'emploi salarié 26

2 - Troisième secteur de l'économie départementale 29

2.1 - Les I.A.A., un poids important 31
2.2 - Un secteur composé essentiellement de petites entreprises 33
2.3 - Des mouvements d'entreprises importants 35
2.4 - La dépendance du secteur 39
2.5 - Des entreprises artisanales de moins en moins nombreuses 41
2.6 - Une répartition géographique déséquilibrée 41
2.7 - Chiffre d'affaires et données financières 43
2.8 - L'emploi en perte de vitesse 45
2.9 - Davantage de postes non qualifiés 48
2.10 - Un commerce extérieur excédentaire 49

3 - Positionnement des entreprises locales **53**

3.1 - Champ de l'enquête 55

3.2 - Situation et positionnement des entreprises 55

- L'évolution de l'activité apparaît globalement plutôt favorable 55
- L'outil de production est jugé compétitif 56
- Un marché d'investigation essentiellement national 57
- Face à la concurrence, priorité est donnée à la qualité des produits 57
- L'innovation : une priorité mais encore peu de moyens 58
- Dynamisme commercial et prix pratiqués : une position médiane 59
- Des réseaux de distribution complémentaires 59
- La moitié des entreprises approvisionnée en Loir-et-Cher 59
- L'implantation en Loir-et-Cher, plutôt un atout 60
- L'entreprise agro-alimentaire type 60

3.3 - L'emploi et la formation 61

- Des recrutements pour des postes de production 61
- Des difficultés de recrutement 61
- Des recrutements annoncés 61
- La formation, un investissement souvent minimal 62

4 - Les I.A.A. de Loir-et-Cher **65**

5 - Les centres de recherche et l'enseignement supérieur **77**

Conclusion **83**

Annexes **87**

Bibliographie **101**

SYNTHESE

Introduction

Rythmé par les transformations des modes de vie, le comportement alimentaire des ménages s'est modifié au fil du temps. Depuis quelques décennies, la multiplication des grandes surfaces, du travail féminin, de la restauration rapide et l'équipement massif en appareils électroménagers ont favorisé l'essor des produits plus élaborés des Industries Agro-Alimentaires.

Sur la base de productions agricoles diversifiées s'est développée une industrie agro-alimentaire locale qui compte aujourd'hui quelques entreprises de renommée internationale.

1 - Un secteur clé de l'économie nationale

Le secteur agro-alimentaire se définit comme l'ensemble des industries de transformation des matières premières, principalement agricoles, en produits destinés à l'alimentation humaine ou animale. Neufs grands secteurs composent les I.A.A. : les viandes, les poissons, les fruits et légumes, les corps gras, les produits laitiers, les produits du travail du grain, l'alimentation pour animaux, les boissons et un secteur hétérogène comprenant notamment les boulangeries, les pâtisseries, les chocolateries, les condiments.

Les I.A.A. constituent une activité majeure de l'économie nationale : premier secteur industriel en terme de chiffre d'affaires (plus de 670 milliards de francs) dont un quart généré par le secteur des viandes, de valeur ajoutée (217 milliards) et en nombre d'entreprises (plus de 50 000 unités) ; deuxième secteur industriel en terme d'emplois (plus de 540 000 personnes) soit 16 % de l'emploi industriel français, large contribution à l'excédent commercial (33 milliards), notre pays étant le premier exportateur mondial de produits agro-alimentaires transformés (10 % du commerce mondial).

Depuis le début des années 1980, **la production en volume a connu une croissance continue**, à un rythme sensiblement plus soutenu que celui de l'industrie manufacturière. Les industries du lait et de la viande sont les plus dynamiques avec la conserverie. En revanche, la production des boulangeries et pâtisseries décline.

Les entreprises du secteur agro-alimentaire fabriquent en général des produits **à plus faible valeur ajoutée que le reste de l'industrie** (32 % contre 38 %), même si ce taux progresse constamment.

La consommation des ménages en produits agro-alimentaires a augmenté de façon continue depuis 1980, lentement mais régulièrement, tandis qu'elle a parfois diminué pour les produits manufacturés. Elle a connu cependant des évolutions divergentes selon les familles de produits, souvent similaires à celle de la production.

La dépense alimentaire annuelle des ménages français s'élève à 28 658 francs, soit nettement moins qu'en 1979 (- 17 %). Elle **représente aujourd'hui près de 15 % de leur budget total**.

L'emploi salarié diminue régulièrement ; son évolution est orientée à la baisse depuis de nombreuses années : 54 000 emplois ont en effet disparu en 16 ans. L'industrie laitière a contribué massivement à ce mouvement. Seule la transformation de viandes a créé des emplois sur la période 1980-1996.

Les boulangeries et pâtisseries restent les premiers employeurs devant l'industrie de la viande et les produits laitiers.

2 - Troisième secteur de l'économie départementale

	Ensemble des I.A.A. (au 31/12/1996)	Part régionale (en %)	Rang régional
Effectif salarié (a)	3 349	16,7	2
Nombre d'entreprises[1] (b)	497	15,2 *	3 *

*Source : UNEDIC (a) - INSEE - Sirène (b) - * : calculés sur la base des établissements comptant au moins un salarié*

Le secteur est composé essentiellement de petites entreprises : parmi les 497 établissements agro-alimentaires départementaux, 92 % ont moins de 10 salariés (cette proportion est de 79 % pour l'ensemble des industries manufacturières). Cette prédominance des petites structures s'explique par la présence de nombreux boulangers, boulangers-pâtissiers et charcutiers (environ 300 établissements). Pour mesurer la spécificité locale de ce secteur, il est préférable de les écarter du champ de l'étude car ces entreprises sont peu discriminantes territorialement, ainsi que les unités n'employant aucun salarié en raison de leur faible poids dans l'économie locale. Les I.A.A. regroupent ainsi 101 entreprises ou établissements, parmi lesquels 33 sont en dessus du seuil de 10 salariés.

Les mouvements d'entreprises sont importants entre 1992 et 1996, mais les flux de créations et de radiations se neutralisent car ils sont de niveau comparable (respectivement 197 et 185). Le solde est tout de même légèrement positif (12 unités). En moyenne sur la période, le taux de création des I.A.A. est de 8,1 %.

Parmi les 33 structures productives du secteur comptant plus de 10 salariés, **26 ont leur siège dans le département** ; elles sont généralement de taille moyenne ou petite.

Par ailleurs, **12 entités appartiennent à des groupes** ; la moitié d'entre eux sont français, les autres sont de nationalité américaine, anglaise, anglo-néerlandaise, italienne ou luxembourgeoise. La plupart des établissements concernés sont cependant d'origine locale.

Les entreprises artisanales sont de moins en moins nombreuses. Depuis 1992, le nombre des immatriculations d'entreprises artisanales est inférieur à celui des radiations (respectivement 262 et 342 sur la période 1992-1996), entraînant une régression continue du stock d'établissements. Cette baisse est plus marquée que dans l'ensemble de l'artisanat.

En outre, le taux moyen de création (7,2 %) est nettement inférieur à celui constaté pour le secteur des I.A.A. ; cela fait de l'alimentation la branche artisanale la plus affectée par un contexte économique difficile.

La répartition géographique est déséquilibrée : la plupart des établissements se situent dans la moitié ouest du Loir-et-Cher, au-delà d'une ligne verticale reliant Mer à Contres, et plus particulièrement le long d'un axe Vendôme - Blois - Contres. Ils sont localisés principalement en milieu urbain ou périurbain, à proximité des bassins d'emploi ou non loin des sources d'approvisionnement comme à Contres qui constitue un pôle agro-alimentaire de premier plan. Enfin le milieu rural accueille surtout les petites structures.

Les I.A.A. constituent le **troisième secteur de l'industrie** manufacturière en terme d'emplois, avec **3 349 salariés** en 1996, mais le nombre de ceux-ci a **diminué de 13 % depuis 1980**. Cette baisse est inférieure à celle de l'ensemble de l'industrie départementale, mais plus marquée que l'érosion enregistrée aux niveaux régional et national. Plus de la moitié des postes ont disparu dans l'industrie laitière, tandis qu'à l'inverse d'autres activités se sont développées comme l'industrie de la viande ou la fabrication d'aliments pour animaux.

Le taux d'encadrement des I.A.A. départementales est légèrement plus faible que celui observé dans l'ensemble de l'industrie (7,7 % contre 8 %) **mais le secteur offre des postes de production non qualifiés proportionnellement plus importants** (29 % contre 25 %).

A l'image des résultats observés au niveau national, **les I.A.A. contribuent fortement à la balance commerciale du Loir-et-Cher : l'excédent s'élève à 230 milliards de francs en 1996**. Depuis 1994, exportations et importations sont en nette progression. Le taux de couverture des échanges extérieurs en produits agro-alimentaires atteint 159 %, soit plus que le taux global du commerce extérieur du département (130 %). L'Union Européenne est le principal partenaire du Loir-et-Cher.

3 - Positionnement des entreprises locales

L'enquête, effectuée en juin et juillet 1997, porte sur un ensemble de 23 entreprises de transformation dont 5 sont de taille artisanale.

L'évolution de l'activité apparaît globalement plutôt favorable. Au cours des derniers mois, le volume d'activité a augmenté pour plus de la moitié des responsables interrogés. Tous les secteurs agro-alimentaires s'inscrivent dans cette croissance, y compris l'industrie de la viande même si pour cette dernière, les performances des entreprises sont partagées.

En revanche, le volume d'activité a régressé pour plus du tiers des entrepreneurs interrogés. Plusieurs raisons sont avancées dévoilant des cas de figure fort différents : crise de la « vache folle », transfert d'activités (décidé depuis des centres de décision localisés en dehors du Loir-et-Cher), difficultés de céder l'entreprise, moyens insuffisants pour lutter contre une concurrence très vive.

L'outil de production est jugé compétitif. Près de deux responsables sur trois affirment disposer d'un outil de production performant adapté aux besoins de l'entreprise. Il est fait cependant mention ponctuellement de certaines difficultés tenant à l'exiguïté des locaux, leur manque de fonctionnalité ou au suréquipement.

Pour près de 4 responsables sur 10, **la commercialisation s'effectue au niveau national**. C'est le cas de tous les établissements appartenant à des groupes, mais également des unités de production plus modestes, voire même de taille artisanale ayant développé des produits innovants à forte valeur ajoutée.

L'investigation du marché régional, voire local reste l'apanage des plus petites entités.

Face à la concurrence, la priorité est donnée à la qualité des produits, maître-mot des responsables interrogés : ils se considèrent mieux placés que leurs concurrents et consacrent d'importants moyens pour consolider cette position. La qualité du service après-vente constitue le deuxième atout majeur des entreprises.

L'innovation constitue une autre priorité pour les dirigeants. Elle est même un point fort pour 2 responsables sur 5. Peu d'entreprises disposent cependant d'une cellule de Recherche et Développement : soit parce qu'elle est jugée superflue, soit parce que peu de moyens peuvent lui être consacrés notamment par les petites structures. Cette tâche est néanmoins pratiquée régulièrement de manière empirique.

En matière de dynamisme commercial, la majorité des dirigeants enquêtés estiment être **aussi bien placés que leurs concurrents**. Cependant, dans les petites structures, c'est le chef d'entreprise lui-même qui assure cette activité, ce qui pose certains problèmes. Un certain nombre d'entre eux ont par conséquent prévu de recruter un agent commercial.

Concernant les prix, les entreprises se sont alignées sur la concurrence.

La moitié des entreprises s'approvisionnent en Loir-et-Cher : en effet près de 8 entreprises sur 10 comptent au moins un fournisseur dans le département. Cependant, certaines ont été contraintes de s'approvisionner à l'extérieur en raison de l'absence pure et simple de fournisseurs locaux ou plus rarement de leur manque de compétitivité.

L'implantation en Loir-et-Cher est plutôt un atout pour la majorité des responsables interrogés grâce à un excellent potentiel logistique. Pour près de 4 dirigeants sur 10, elle est neutre.

Les recrutements concernent surtout des postes de production. En 1996, plus de la moitié des entreprises ont recruté globalement une soixantaine de personnes dont une écrasante majorité d'ouvriers. Les licenciements et les non reconductions de CDD sont nettement moins nombreux (45).

Les difficultés de recrutement concernent surtout des postes d'ouvriers qualifiés (bouchers, pâtissiers, chauffeurs-livreurs), **de techniciens et d'employés**.

Pour remédier à ces difficultés, les entreprises recourent à la formation interne, à l'ANPE, à l'intérim, actionnent leurs réseaux relationnels ou utilisent des organismes spécialisés.

Seulement 4 responsables sur 10 envisagent de recruter du personnel dans les mois à venir, correspondant à un effectif de 10 personnes. Les embauches concerneraient principalement les postes d'ouvriers qualifiés et de cadres commerciaux.

Pour l'ensemble des établissements enquêtés, **l'effort en matière de formation apparaît modeste**. Peu d'unités dépassent leur obligation légale en la matière.

Cependant, la plupart des dirigeants ont mis en œuvre des plans de formation, touchant tous les domaines de l'entreprise.

Conclusion

Le poids économique du secteur agro-alimentaire en Loir-et-Cher est important : troisième secteur industriel en terme d'emplois (plus de 3 300 salariés en 1996), premier en nombre d'entreprises (près de 500 établissements dont une majorité de petites structures), il contribue de plus largement à l'excédent de la balance commerciale du département.

Il s'est récemment étoffé par la création de petites unités développant des produits innovants basés sur les concepts de terroir et de tradition.

Cependant, la dépendance des grands établissements vis-à-vis des centres de décision situés à l'extérieur du Loir-et-Cher fragilise le tissu économique. En outre, les exigences draconiennes en matière de santé et d'hygiène alimentaire qui impliquent des coûts très lourds handicapent les petites structures et dans une certaine mesure poussent le secteur à accroître sa concentration.

INTRODUCTION

Au cours du temps, le comportement alimentaire des ménages s'est modifié lentement, rythmé par les transformations des modes de vie, influencé par l'évolution des revenus, des technologies, etc. Depuis quelques décennies, l'extension des grandes surfaces a conduit le consommateur à effectuer des achats moins fréquents mais en plus grande quantité, favorisant les produits plus élaborés fabriqués de façon industrielle. De plus, le développement du travail féminin (réduisant le temps consacré aux courses et à la préparation des repas) et de la restauration collective ont contribué à l'essor des produits alimentaires à forte valeur ajoutée des Industries Agro-Alimentaires (conserves, plats cuisinés, produits des quatrièmes et cinquièmes gammes[1], etc.). Enfin, les ménages se sont dotés massivement d'équipements électroménagers (réfrigérateur, four à micro-ondes) ce qui a contribué à l'explosion des produits laitiers et surgelés. Ces évolutions profondes de la société ont façonné le développement des I.A.A.

Le Loir-et-Cher, comme tous les départements ligériens, dispose d'une agriculture riche et diversifiée : les principales cultures sont les céréales et les oléagineux, la vigne mais le maraîchage est aussi très pratiqué avec des spécialités telles les asperges (2ème producteur français), les poireaux (3ème producteur français), etc. Elle s'appuie également sur des activités d'élevage dont les principales concernent les bovins et les volailles.

Sur la base de ces productions s'est développée une industrie agro-alimentaire qui compte aujourd'hui quelques entreprises de renommée internationale.

Mais que représente ce secteur pour l'économie du département ? Quelles sont ses spécificités ? Quelles entreprises le composent ? Quelles sont leurs caractéristiques ?

Telles sont les questions auxquelles tente de répondre cette étude. Trois thèmes seront successivement abordés. Le bilan de la situation des I.A.A. au niveau national et la mesure des principales évolutions sont exposés dans le chapitre 1. Le chapitre 2 met l'accent sur l'importance et sur les spécificités du secteur au sein du Loir-et-Cher. Le chapitre 3 présente les résultats d'une enquête effectuée auprès d'une vingtaine d'entreprises, portant sur l'évolution de l'activité, l'outil de production, les réseaux de distribution, etc.

Les deux derniers chapitres fournissent des informations complémentaires sur les entreprises, les centres de recherche et l'enseignement supérieur liés au secteur.

---

[1] Les produits de 4ème gamme concernent des fruits et légumes lavés, découpés et prêts à l'emploi et ceux de 5ème gamme des fruits et légumes cuits sous vide.

1

UN SECTEUR CLE DE L'ECONOMIE NATIONALE

1.1 - Les Industries Agro-Alimentaires

Le secteur Agro-Alimentaire se définit comme l'ensemble des industries de transformation des matières premières, principalement agricoles, en produits destinés à l'alimentation humaine ou animale. Le terme d'agro-industrie, plus large, désigne également les secteurs fournisseurs de l'agriculture comme ceux spécialisés dans les engrais ou le machinisme agricole. Une autre acception englobe, sous le terme d'agro-industrie, les activités les plus en amont de l'agro-alimentaire (première transformation).

Derrière cette définition élémentaire du secteur, il est nécessaire de prendre en compte la complexité et la grande hétérogénéité d'une réalité économique. L'Industrie Agro-Alimentaire est un ensemble de métiers et de filières dont il est très difficile, en définitive, de dégager une vue d'ensemble. Plusieurs taxinomies permettent néanmoins de structurer son analyse : dichotomie entre la transformation de produits d'origine végétale et celle des productions animales, distinction entre les différents niveaux de transformation... Les grands secteurs d'activités agro-alimentaires, codifiés par la nomenclature N.A.F.[1], s'attachent plus particulièrement à la typologie des acteurs de cette industrie. Au niveau le plus agrégé, cette classification propose neuf grands secteurs prenant en compte l'identité du produit (viande, poisson, fruits et légumes, lait), sa destination (aliments pour animaux), ses propriétés physiques (corps gras, boissons) ou biologiques (produits amylacés). Un dernier secteur intègre les activités exclues des huit autres à l'image de la chocolaterie ou de la boulangerie-pâtisserie industrielle. Une telle codification a le mérite de classer les acteurs en fonction de leur activité principale.

Les Industries Agro-Alimentaires (que l'on dénommera par la suite I.A.A. par commodité de langage) font parties intégrantes des industries manufacturières. Cela signifie qu'elles mettent en jeu des activités de fabrication impliquant une transformation matérielle significative au cours d'un processus de production de biens. Elles se distinguent par là du commerce (centré sur la revente sans transformation de produits d'une autre activité) ou de certains services. Au sein des I.A.A. sont répertoriés deux types d'entreprises : les unités de production et de transformation à caractère industriel et les établissements liés aux « métiers de bouche » (charcuterie, boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie) dont les logiques de production peuvent être différentes. Nous serons donc parfois amenés, dans cette étude, à distinguer ces deux sous-ensembles.

[1] N.A.F. : Nomenclature des Activités Françaises

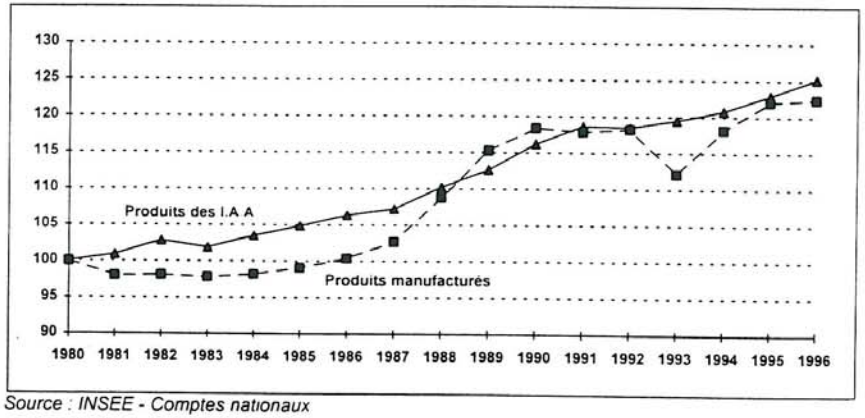
Les I.A.A. constituent une activité majeure de l'économie nationale. Elles représentent aujourd'hui :

- le premier secteur industriel en terme de chiffre d'affaires (21 % de l'ensemble de l'industrie, soit plus de 670 milliards de francs en 1995), de valeur ajoutée (13 %, 217 milliards de francs), et en nombre d'entreprises (environ un tiers, plus de 50 000 unités),
- le deuxième secteur industriel en terme d'emplois, derrière la métallurgie (16 % de l'ensemble, soit plus de 540 000 personnes).

De plus, elles apportent une contribution essentielle à la balance commerciale française, dégageant traditionnellement un excédent considérable : 33 milliards de francs en 1996.

1.2 - Une croissance continue de la production

Graphique n° 1 : Evolution de la production française en volume (Base 100 en 1980)



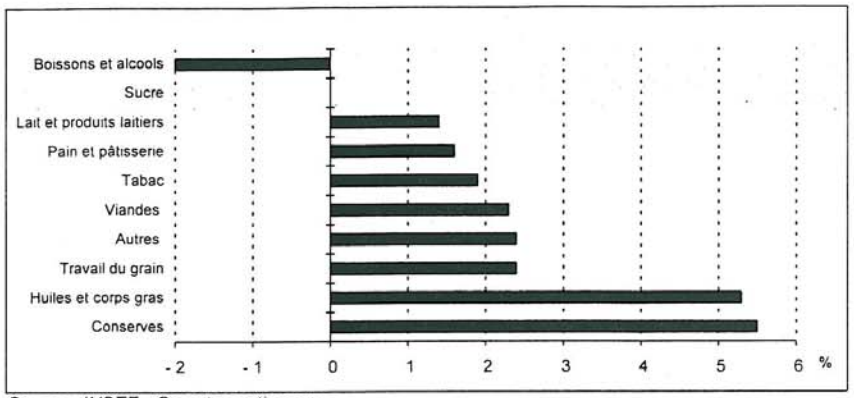
Source : INSEE - Comptes nationaux

Au cours des 16 dernières années, la production en volume des entreprises agro-alimentaires a connu une croissance continue, à un rythme sensiblement plus soutenu que celui de l'industrie manufacturière.

Cette évolution globale masque des disparités entre secteurs : forte croissance pour les activités les plus importantes comme les industries du lait et de la viande mais aussi pour la conserverie qui a doublé ses volumes de production depuis 1980, régression pour la boulangerie et pâtisserie industrielle. D'autres secteurs tels la fabrication du sucre ou des boissons, tributaires des cours du marché ou de la qualité des matières premières, connaissent une évolution irrégulière ; d'autres encore à l'image du travail du grain connaissent une progression lente mais continue.

L'année 1996 s'inscrit pleinement dans cette tendance longue. La production progresse en effet de 1,8 %, le phénomène marquant et paradoxal (compte tenu de la « crise de la vache folle ») étant la reprise confirmée de la production de viandes (+ 2,3 % en volume), y compris bovines.

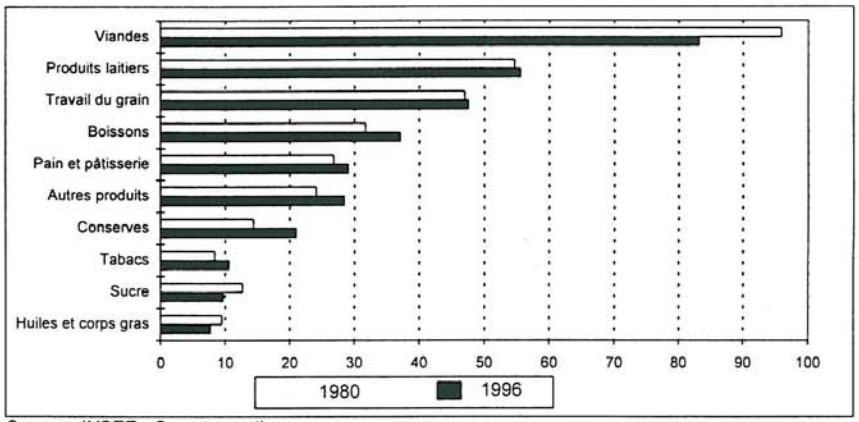
Graphique n° 2 : Evolution de la production par branche en volume en 1996 (en %)



Source : INSEE - Comptes nationaux

L'évolution de la production en valeur (mesurée hors T.V.A.) est identique : croissance globale régulière depuis 1980. En 16 ans, selon les comptes de la nation, elle a progressé de 1,5 % en francs constants de 1980. L'industrie de la viande reste le secteur le plus important devant l'industrie du lait et le travail du grain mais sa part dans l'ensemble des I.A.A. a diminué de plus de 4 points entre 1980 et 1996, soit la baisse la plus marquée. Elle s'élève actuellement à 25 %.

Graphique n° 3 : Production des I.A.A. en valeur par secteur d'activité en 1980 et 1996 (en milliards de francs constants 1980)



Source : INSEE - Comptes nationaux

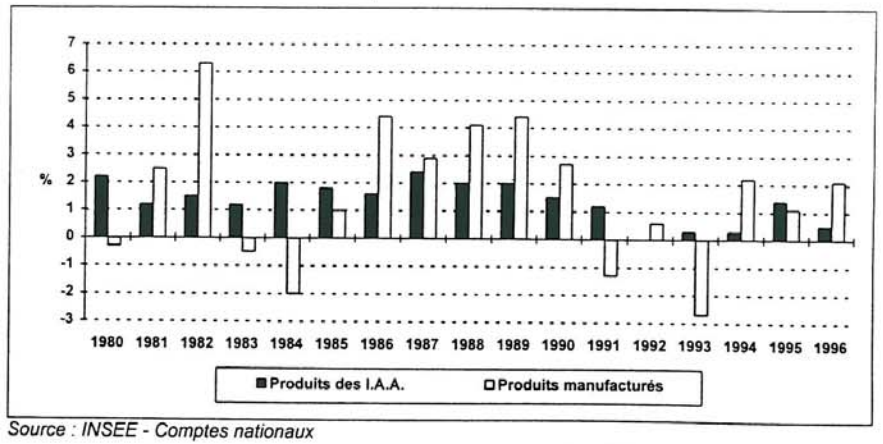
1.3 - Faible taux de valeur ajoutée

Les entreprises agro-alimentaires fabriquent, en général, des produits à plus faible valeur ajoutée que le reste de l'industrie. En 1995, le taux de valeur ajoutée[2] des I.A.A. atteint 32,1 %. S'il ne cesse de s'améliorer (18 % en 1960, 26,5 % en 1970, 27,4 % en 1980 et 29,7 % en 1990), il reste encore structurellement inférieur à celui de l'industrie manufacturière (38,2 % en 1995). Ceci traduit l'importance relative des activités de première transformation à faible taux de valeur ajoutée dans le secteur, comme l'industrie du lait et de la viande, ou la meunerie.

1.4 - La consommation ne cesse d'augmenter

Depuis le début des années quatre-vingt, la consommation des ménages en produits agro-alimentaires n'a cessé d'augmenter, lentement mais régulièrement, tandis qu'elle a parfois diminué pour les produits manufacturés. Cette relative constance ainsi que la faible amplitude des évolutions annuelles sont caractéristiques des I.A.A., l'achat de ce type de produits ne pouvant être que peu différé dans le temps.

Graphique n° 4 : Taux de croissance annuelle en volume de la consommation des ménages en produits des I.A.A.

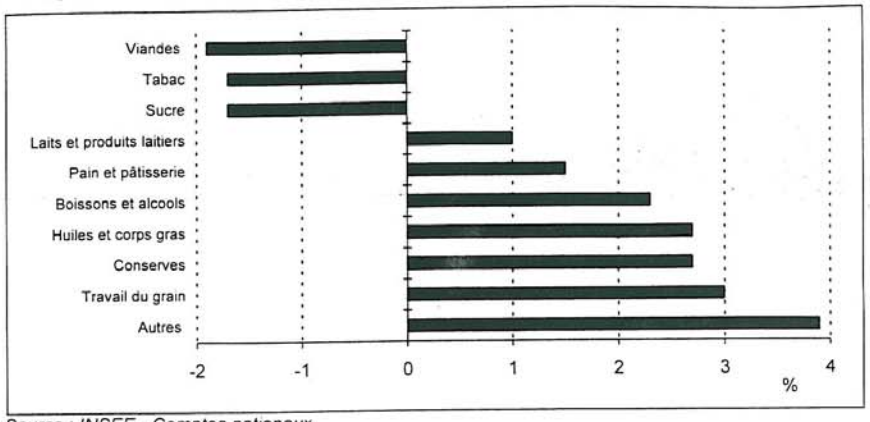


Source : INSEE - Comptes nationaux

Les familles de produits ont connu des évolutions divergentes de leur consommation, souvent similaires à celle des volumes produits : forte croissance pour les activités liées à la conserverie, pour les produits du travail du grain, régression pour la boulangerie et pâtisserie industrielle et le sucre. D'autres secteurs comme les huiles et corps gras et les viandes connaissent une évolution irrégulière ou encore, à l'image de l'industrie laitière, une progression lente mais continue.

[2] Taux de valeur ajoutée : rapport de la valeur ajoutée à la production

Graphique n° 5 : Evolution de la consommation des produits I.A.A. en volume, 1996 (en %)



Source : INSEE - Comptes nationaux

En 1996 la consommation alimentaire est moins soutenue que l'année précédente (+ 0,5 % contre + 1,4 %). Cette décélération s'explique uniquement par la forte baisse de la consommation de produits de bœuf (- 7,6 %), conséquence des effets directs de la « crise de la vache folle ». Ni le porc, ni le mouton n'ont vraiment profité de cette baisse. En revanche, une viande beaucoup moins consommée, celle du cheval, a connu la plus forte augmentation (+ 12,5 %) mais le véritable report s'est effectué au profit de la viande de volaille (+ 4 %). Néanmoins, au total, près de la moitié environ de la baisse de la consommation de bœuf ne s'est pas reportée sur les autres viandes. A l'exception notable des viandes, la consommation alimentaire est restée au moins aussi soutenue qu'en 1995.

Ces évolutions globales sont le reflet d'une modification progressive du régime alimentaire des ménages. Le cas le plus typique est la nette diminution de la consommation de pain : les Français en mangeaient en moyenne 44,3 kg par an et par personne en 1989, soit près de deux fois moins qu'en 1965. Alors qu'il avait autrefois le statut d'un produit de base, il est devenu un aliment d'appoint. Les causes de ce déclin sont multiples : élévation du niveau de vie rendant l'alimentation plus variée, la mode diététique, etc. L'offre de nouveaux produits contribue aux changements d'habitudes alimentaires. Les légumes frais par exemple sont moins utilisés qu'auparavant au profit des produits prêts à l'emploi (légumes en conserve, légumes surgelés). Dans le domaine des boissons, le vin est le grand perdant, la lutte contre l'alcoolisme n'étant certes pas étrangère à cette diminution. En revanche, la consommation de boissons non alcoolisées a fortement augmenté (notamment les eaux minérales). Il est en de même pour les fromages : un Français en mange en moyenne près de 17 kg par an, contre à peine plus de 10 kg en 1965.

Tableau n° 1 : Quantités consommées par personne et par an

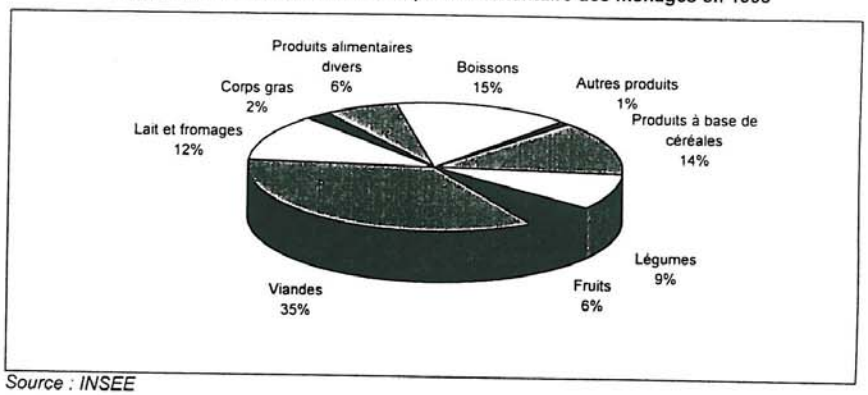
Produits	1965	1989	Evolution en %
Pain	84,3 kg	44,3 kg	- 47,4
Légumes frais	72,1 kg	59,2 kg	- 17,9
Légumes surgelés	0	2,5 kg	-
Plats préparés surgelés	0	4,5 kg	-
Produits carnés	69,4 kg	69,9 kg	+ 0,7
Lait frais	85,6 l	66,1 l	- 22,8
Fromages	10,4 kg	16,9 kg	+ 62,5
Vins	90,6 l	31,7 l	- 65,0

Source : Enquêtes « Consommation Alimentaire » - INSEE

1.5 - Diminution de la part du budget des ménages

En 1995, les ménages français ont déboursé en moyenne 28 658 francs (soit environ 2 400 francs par mois) pour acheter des produits alimentaires, soit environ deux fois moins que les dépenses liées à l'habitation (loyers et charges, crédits, impôts fonciers et mobiliers, entretien et réparation). Cette dépense a été réduite de 17 % en francs constants depuis 1979. En structure, la part de l'alimentation a également diminué sensiblement dans le budget des ménages. Elle représente 14,9 % en 1995 contre 22,4 % 16 ans plus tôt

Graphique n° 6 : Structure de la dépense alimentaire des ménages en 1995

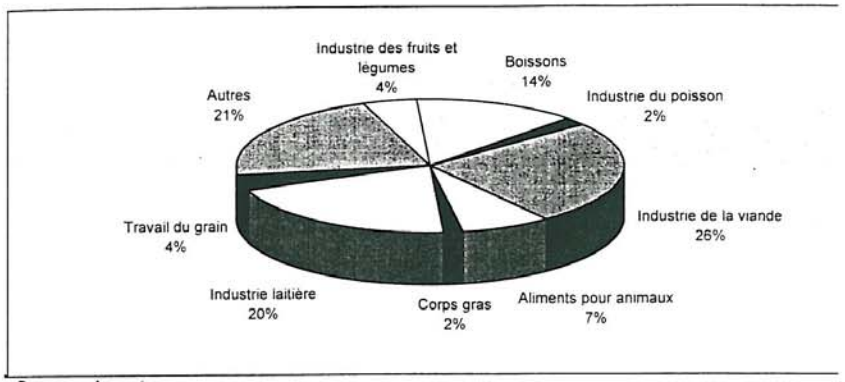


Source : INSEE

La viande demeure le produit le plus demandé : 10 000 francs en moyenne annuelle soit 35 % de la dépense moyenne totale, devant les boissons (15 %, soit 4 300 francs en moyenne annuelle), les produits à base de céréales (14 %), le lait et les fromages (12 %). Les légumes se placent en cinquième position (9 %).

1.6 - Des chiffres d'affaires et des investissements considérables

Graphique n° 7 : Répartition du chiffre d'affaires par grand secteur en 1995



Source : Agreste

Selon une enquête du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, le chiffre d'affair des I.A.A. s'élève en 1995 à plus de 670 milliards de francs[3], ce qui les place au premier rang d activités françaises. Le quart de ce montant est généré par l'industrie de la viande, secteur agr alimentaire français le plus important (près de 170 milliards de francs, dont plus de la moitié e imputable aux abattoirs), devant l'industrie du lait (près de 136 milliards de francs), l'industrie d boissons (92 milliards de francs), la transformation du café et du thé (31 milliards de francs).

Tableau n° 2 : Evolution du chiffre d'affaires et de l'investissement en 1995 (en %)

Activité	Chiffre d'affaires	Investissements
Industrie de la viande	+ 3,4	+ 0,6
Industrie du poisson	+ 5,6	+ 9,5
Industrie des fruits et légumes	+ 6,6	+ 12,4
Industrie des corps gras	- 3,4	- 45,1
Industrie laitière	+ 7,0	- 11,6
Travail des grains	+ 0,9	+ 42,4
Fabrication d'aliments pour animaux	+ 0,1	- 6,1
Autres industries alimentaires	+ 6,6	+ 6,3
Industrie des boissons	+ 1,3	+ 5,0
Total	**+ 4,2**	**+ 2,5**

Source : UNEDIC

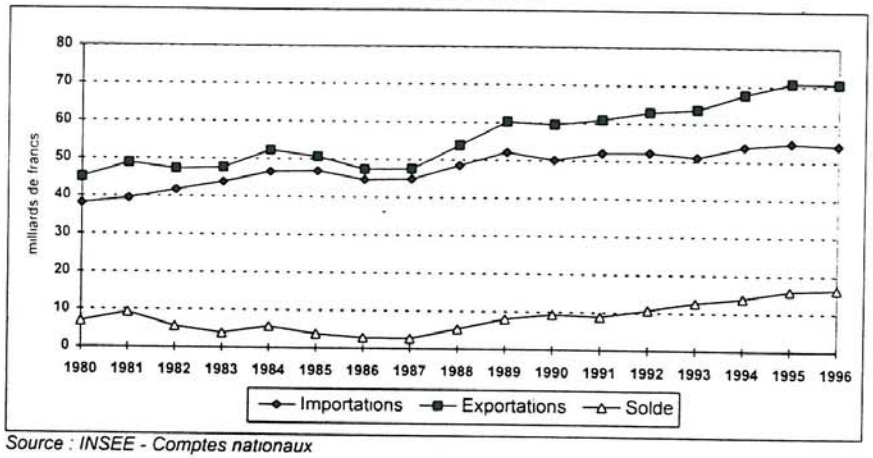
[3] Le chiffre d'affaires total du secteur a progressé de 4,2 % en 1995.

Par ailleurs, l'investissement des I.A.A. atteint en 1995 plus de 19 milliards de francs, soit l'un des montants les plus importants de l'industrie manufacturière. Il est porté principalement par l'industrie du secteur de la boisson (un cinquième du total) et, dans une moindre mesure, de la viande et du lait.

1.7 - Une forte contribution à la balance commerciale française

Depuis le début des années 1980, les échanges extérieurs de la France en produits agro-alimentaires n'ont cessé d'augmenter, contribuant ainsi de plus en plus fortement à l'excédent commercial global (32,8 milliards de francs en 1996). Le secteur des boissons en est le principal moteur devant l'industrie de la viande, l'industrie laitière et le travail du grain. En revanche, les échanges sont traditionnellement déficitaires pour certains produits comme les conserves, les huiles, les pâtes, le riz, le café et le thé, les condiments, le tabac.

Graphique n° 8 : Evolution du commerce extérieur national depuis 1980 (francs constants 1980)

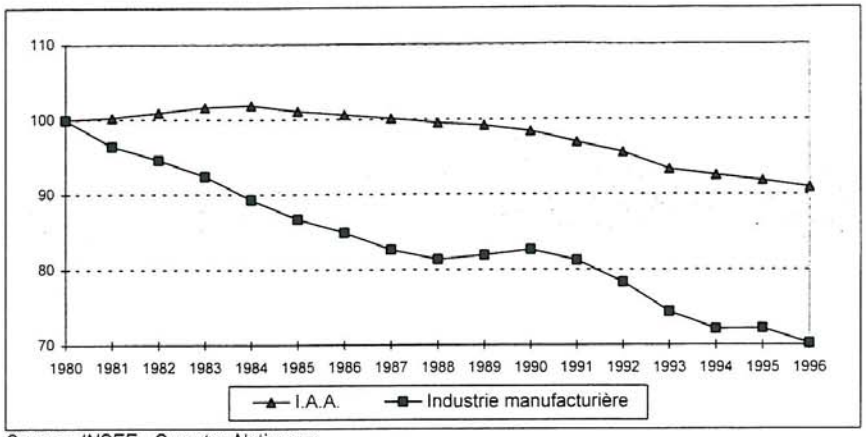


Source : INSEE - Comptes nationaux

1.8 - Diminution régulière de l'emploi salarié

En 1996, d'après les comptes nationaux, le secteur des Industries Agro-Alimentaires emploie 540 800 personnes. Cela représente environ 16 % de l'emploi industriel français, ce qui place le secteur au deuxième rang derrière la métallurgie / travail des métaux. L'Industrie Agro-Alimentaire est de ce fait un élément clé de l'industrie du pays.

Graphique n° 9 : Evolution sectorielle de l'emploi en France (indice base 100 en 1980)



Source : INSEE - Comptes Nationaux

Néanmoins, depuis plusieurs années, l'évolution est à la baisse. Si l'emploi avait sensiblement augmenté au début des années 80, alors qu'il diminuait déjà pour l'ensemble des industries manufacturières, la situation n'a cessé de se détériorer depuis dans l'agro-alimentaire. L'emploi y a en effet reculé de 1 % en moyenne annuelle sur la période 1985-1995, ce qui reste toutefois inférieur à la perte de l'industrie dans son ensemble qui s'est établie à 1,8 % l'an.

Tableau n° 3 : Evolution de l'emploi des I.A.A. en France

	1980	1995	1996	Taux de variation annuelle 1996/1980 (%)	Taux de variation 1996/1995 (%)
Viandes	89 000	105 600	105 300	+ 1,1	- 0,3
Produits laitiers	87 900	67 100	67 000	- 1,7	- 0,1
Conserves	36 800	36 400	36 000	- 0,1	- 1,1
Pain et pâtisserie	180 500	182 000	178 900	- 0,06	- 1,7
Travail du grain	67 600	52 900	52 400	- 1,6	- 0,9
Autres	68 500	56 000	55 500	- 1,3	- 0,9
Boissons	54 400	41 400	41 200	- 1,7	- 0,5
Tabac	9 800	4 500	4 500	- 5,1	-
Total I.A.A.	594 500	545 900	540 800	- 0,6	- 0,9

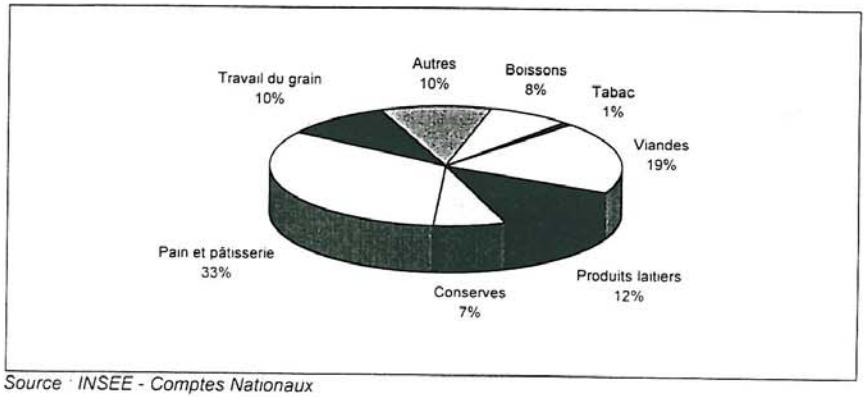
Source : INSEE - Comptes nationaux

Au total, ce sont près de 54 000 emplois du secteur qui ont disparu en 16 ans, soit en moyenne une diminution de 0,6 % par an (contre - 2 % pour l'ensemble des activités manufacturières). L'industrie laitière contribue massivement à ce mouvement avec la suppression de près de 21 000 postes depuis 1980, suivie des secteurs du travail du grain (- 15 000) et des boissons (- 13 000). A l'inverse seule la

transformation de la viande crée des emplois sur la période (+ 16 000), mais connaît depuis 1992 une inversion de tendance radicale. Les effets de la crise de la vache folle devraient vraisemblablement accentuer ce phénomène.

En 1996, les I.A.A. ont continué de perdre des emplois : 5 100, soit - 0,9 %. La boulangerie (pain et pâtisserie) concentre l'essentiel de la baisse des effectifs en raison de fermetures d'unités artisanales. Elle reste cependant le principal pourvoyeur de postes du secteur (un tiers de l'emploi), devant la viande (19 %) et les produits laitiers (12 %).

Graphique n° 10 : Structure des emplois par grands secteurs en 1996

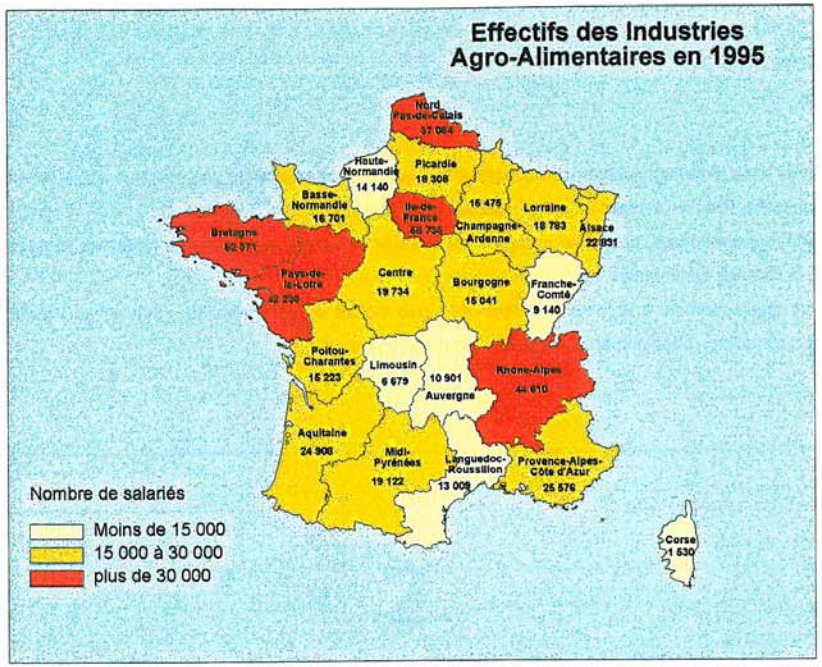


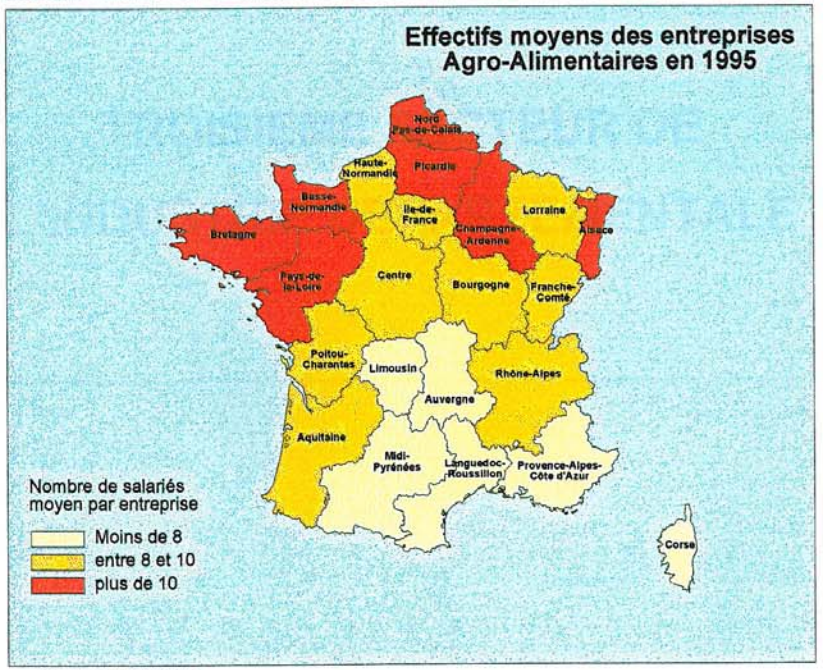
Source : INSEE - Comptes Nationaux

1.9 - La répartition régionale de l'emploi salarié

La répartition territoriale des I.A.A. reflète la diversité des facteurs d'implantation : proximité des lieux de production pour les produits de base, proximité des ports pour la transformation des produits importés ou pêchés, proximité des grands centres urbains et logistiques pour les produits plus élaborés.

L'Ile-de-France est la première région agro-alimentaire du pays totalisant 11,7 % des salariés du secteur en 1995, devant la Bretagne (10,4 %) et Rhône-Alpes (8,9 %). La région Centre, alors même qu'elle est la cinquième région industrielle du pays et la première région céréalière d'Europe, n'arrive qu'au neuvième rang occupant 19 700 salariés, soit moins de 4 % de l'ensemble.





Source : UNEDIC

Conclusion

Sur la base d'une agriculture riche et variée, s'est constituée en France une industrie agro-alimentaire puissante. Premier secteur industriel national en termes de chiffre d'affaires, de valeur ajoutée et de nombre d'entreprises, deuxième secteur en terme d'emplois, elle contribue très fortement à l'excédent de la balance commerciale du pays.

Son développement a accompagné l'évolution des modes de consommation, tant par la variété des produits offerts (plats préparés, surgelés...) que par leur qualité.

2

TROISIEME SECTEUR DE L'INDUSTRIE DEPARTEMENTALE

2.1 - Les I.A.A., un poids important

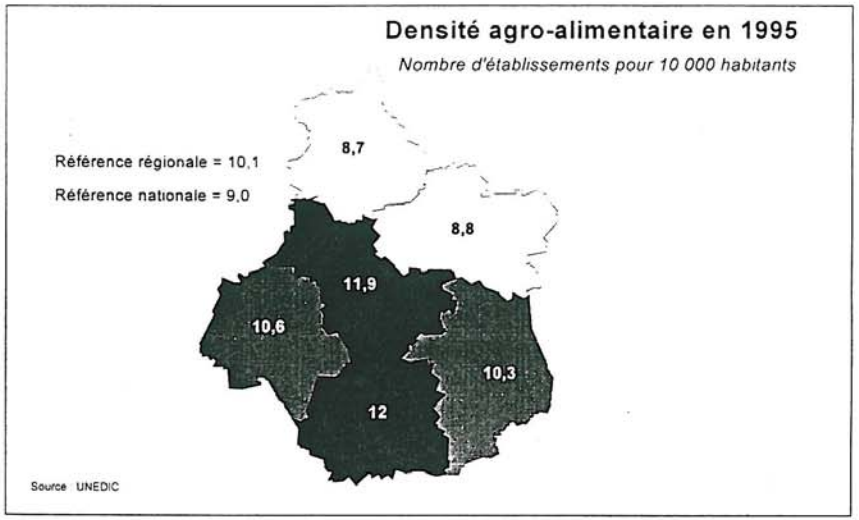
Selon les informations diffusées par l'U.N.E.D.I.C.[4], qui autorisent d'intéressantes comparaisons entre territoires, les établissements des I.A.A. du Loir-et-Cher comptent plus de 3 300 salariés en 1996, soit 17 % du total agro-alimentaire régional. Le département est ainsi le deuxième employeur de la région, derrière le Loiret, pour ce secteur. En revanche, il se place en troisième position quant au nombre d'établissements. Le nombre de salariés par unité est donc plus important en Loir-et-Cher qu'en moyenne régionale : respectivement 9 contre 8.

Le Loir-et-Cher se distingue par ailleurs par une forte densité agro-alimentaire (nombre d'établissements appartenant au secteur agro-alimentaire pour 10 000 habitants). Cet indicateur s'élève à 11,9 en 1995 ; il est sensiblement plus important que ceux constatés aux niveaux régional et national (10,1 et 9,0), plaçant le Loir-et-Cher au deuxième rang derrière l'Indre.

Tableau n° 4 : Les chiffres-clés de l'Industrie Agro-Alimentaire en Loir-et-Cher

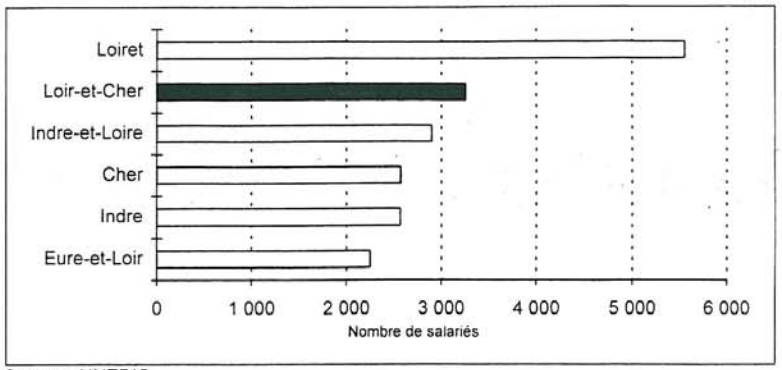
	Ensemble des I.A.A. (au 31/12/1996)	Part régionale (en %)	Rang régional
Effectif salarié (a)	3 349	16,7	2
Nombre d'entreprises[1] (b)	497	15,2 *	3 *

*Source : UNEDIC (a) - INSEE Sirène (b) - * : calculés sur la base des établissements comptant au moins un salarié*



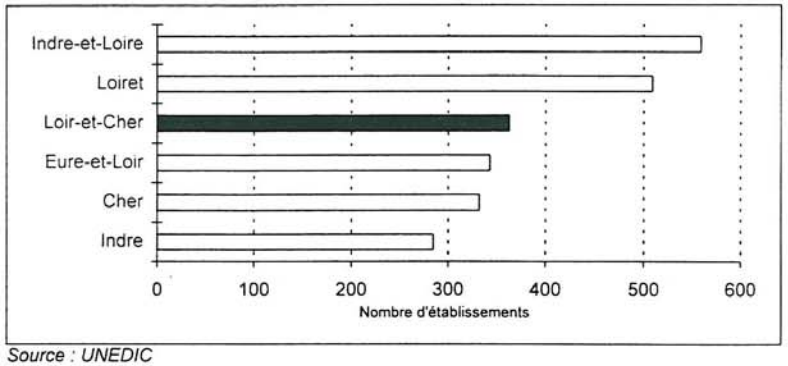
[4] Le champ de l'enquête réalisée par l'U.N.E.D.I.C. couvre l'ensemble du secteur concurrentiel, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, mais exclut le secteur agricole et para-agricole. Sur les 497 entreprises ou établissements recensés par l'INSEE, environ 360 comptent au moins 1 salarié et sont donc pris en compte par l'UNEDIC.

Graphique n° 11 : Nombre de salariés par département en 1995



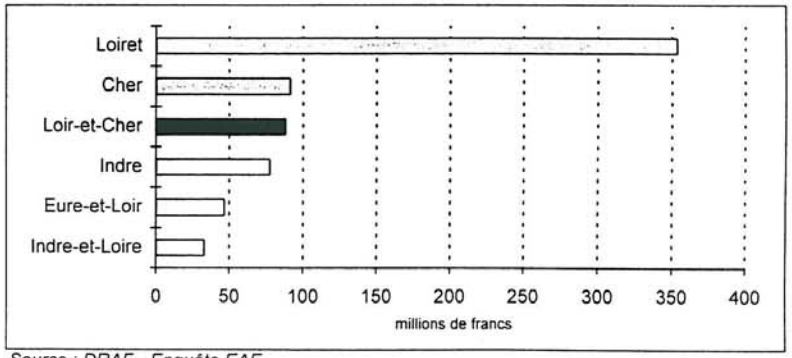
Source : UNEDIC

Graphique n° 12 : Nombre d'établissements agro-alimentaires par département en 1995



Source : UNEDIC

Graphique n° 13 : Investissements corporels des établissements par département en 1995



Source : DRAF - Enquête EAE

Ces deux caractéristiques (établissements comparativement plus nombreux et taille de ces derniers supérieure à la moyenne) traduisent la relative importance des I.A.A. dans l'économie locale, ce qui constitue l'une des particularités du département. En effet, la transformation agro-alimentaire constitue le troisième secteur industriel en terme d'emploi (12 %), derrière l'automobile et la métallurgie / travail des métaux.

2.2 - Un secteur composé essentiellement de petites entreprises

Le secteur des I.A.A. est constitué d'un tissu relativement dense de petites unités. L'INSEE, dans son fichier Sirène, qui offre un recensement exhaustif, répertorie 497 établissements toutes tailles confondues en 1997, soit 15 % du total agro-alimentaire régional. 92 % d'entre eux comptent moins de 10 salariés, alors que pour l'ensemble des industries manufacturières cette proportion est de 79 %.

Ce grand nombre de petites entreprises donne aux I.A.A. l'apparence d'un secteur atomisé, et cela en Loir-et-Cher comme ailleurs. Cette prédominance s'explique par la présence de nombreux boulangers, boulangers-pâtissiers et charcutiers (environ 300 établissements au total) ainsi traditionnellement répertoriés en raison de leur activité de transformation. Il est à noter également que les entités n'employant aucun salarié (130 au total) sont également prises en considération dans cette comptabilisation.

Tableau n° 5 : Répartition des entreprises et des établissements par activité et par tranche d'effectifs

	Tranche de salariés					
Activité	**0**	**1 - 9**	**10 - 49**	**50 - 199**	**200 et +**	**Total**
Industrie de la viande	39	58	9	6		112
Industrie du poisson	1	1	1			3
Industrie des fruits et légumes	1	3	2	2		8
Industrie des corps gras			1			1
Industrie laitière	1	6	1		1	9
Travail des grains		3	1			4
Fabrication d'aliments pour animaux	2	1	2	1		6
Chocolaterie	1	2			1	4
Pâtisserie, biscuiterie, etc.	14	25	4	2		45
Condiments	1			1		2
Autres industries alimentaires	38	211	2			251
Industrie des boissons	32	18	2			52
Total	**130**	**328**	**25**	**12**	**2**	**497**

Source : INSEE - Fichier Sirène - janvier 1997

Tableau n° 6 : Répartition des entreprises et des établissements par secteur d'activité en 1997

Activités	nombre d'entreprises										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	plus
Production de viandes de boucherie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	
Production de viandes de volaille	■	■	■	■	■	■	■				
Préparation industrielle de produits à base de viande	■	■	■	■							
Charcuterie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	91
Industrie du poisson	■	■	■								
Transformation et conservation de pommes de terre											
Préparation de jus de fruits et légumes	■										
Transformation et conservation de légumes	■	■	■	■	■	■					
Transformation et conservation de fruits	■	■									
Fabrication d'huiles et graisses brutes	■										
Fabrication d'huiles et graisses raffinées											
Fabrication de margarine											
Fabrication de lait liquide et de produits frais											
Fabrication de beurre											
Fabrication de fromages	■	■	■	■	■	■	■	■			
Fabrication d'autres produits laitiers											
Fabrication de glaces et sorbets	■										
Meunerie	■	■	■	■							
Autres activités de travail des grains											
Fabrication de produits amylacés											
Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	■	■	■	■							
Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	■	■									
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	■										
Cuisson de produits de boulangerie	■	■	■	■	■	■	■				
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	238
Pâtisserie	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	35
Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation	■	■	■	■	■	■	■	■	■		
Fabrication de sucre											
Chocolaterie, confiserie	■	■	■	■							
Fabrication de pâtes alimentaires											
Transformation du thé et du café	■	■	■	■							
Fabrication de condiments et assaisonnements	■										
Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques											
Industries alimentaires n.c.a. *	■	■									
Production d'eaux de vie naturelles	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	34
Fabrication de spiritueux	■	■	■								
Production d'alcool éthylique de fermentation	■	■	■	■	■	■					
Champagnisation	■										
Vinification	■	■	■	■	■	■	■	■			
Cidrerie											
Production d'autres boissons fermentées											
Brasserie											
Malterie											
Industrie des eaux de table											
Production de boissons rafraîchissantes											

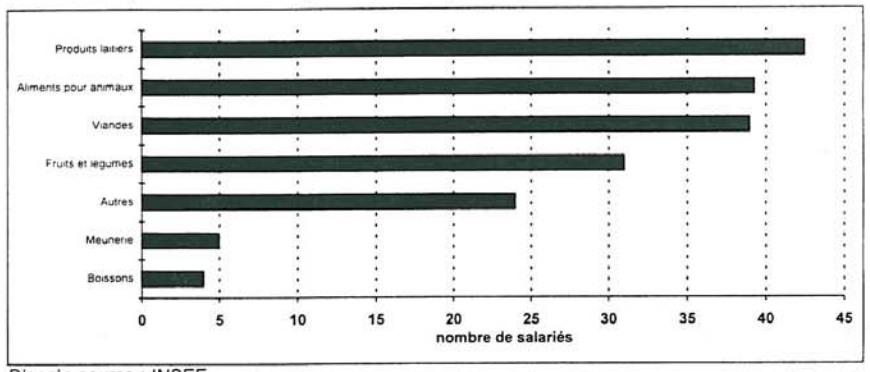
D'après source : INSEE - fichier Sirène * non classées ailleurs

Si l'on souhaite toutefois mesurer la spécificité locale de ce secteur d'activité, il est préférable d'écarter du champ de l'étude ces deux types d'établissements : d'une part ceux ne comptant aucun salarié, en raison de leur faible poids dans l'économie locale, d'autre part les boulangers-pâtissiers et charcutiers, dont la présence est perceptible sur tous les territoires, certes à des degrés divers, dès lors qu'ils emploient moins de 5 personnes.

Ainsi revu, grâce à l'étude conjointe des différentes sources[5], le secteur des I.A.A. paraît regrouper 101 entreprises ou établissements[6], parmi lesquels 68 sont en dessous du seuil des 10 salariés, et même 30 en dessous des 6 salariés. A l'inverse, 33 structures emploient plus de 10 personnes dont 14 plus de 50.

La taille moyenne des entreprises agro-alimentaires du département s'établit alors à 26 salariés. Elle diffère cependant de façon considérable d'un secteur à l'autre, à la faveur de la présence de grosses unités de production.

Graphique n° 14 : Taille moyenne des entreprises agro-alimentaires du Loir-et-Cher



D'après source : INSEE

2.3 - Des mouvements d'entreprises importants

Les immatriculations et radiations au Registre du Commerce et des Sociétés sont des indicateurs intéressants car elles reflètent le dynamisme économique local, même si elles ne rendent compte qu'imparfaitement de la situation économique.

Le vivier des entreprises agro-alimentaires tend globalement vers la stabilité, en dépit de flux de créations et de disparitions relativement importants, mais souvent de niveau comparable. Ainsi au cours de la période 1992-1996, les mouvements sont de grande ampleur : 197 entreprises ont vu le jour tandis que 185 ont disparu, générant un solde légèrement positif de 12 unités.

[5] Pour dénombrer les entreprises, plusieurs sources sont mobilisables (I.N.S.E.E., U.N.E.D.I.C., ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, C.C.I., A.D.E.L.E.C.). Elles ont un champ de couverture et des fréquences de mise à jour différents, ce qui explique les écarts constatés.

[6] Cf. tableau page 37

Tableau n°7 : Entreprises agro-alimentaires de Loir-et-Cher par secteur et par taille

Libellé de l'activité	1-2 salariés	3-5 salariés	6-9 salariés	10-19 salariés	20-49 salariés	50-99 salariés	100 - 199 salariés	plus de 200	Total
Industrie de la viande	Gaugry Patrick	C.A.F.O. (5)	SARL Berthelot Château Bertrand J H Ets Jallu Furon André Alexandre Cheval Christian Pasquier Michel Charcuterie Chartin Malvoisin SARL Malbran Frère	Ets André Genty (11) SARL Sergent (11) Ets Grejon (10)	Sicavyl (35) Pasquier Ets (30) Ménard SA (27) Festins de Sologne (20)	SA Servais (87) Ets Gourault (85) SA Gauthier (72)	Volabraye (180) Boyauderie Blésoise (165) Germanaud et Cie (136)		24
Industrie du poisson	La Bourriche aux appétits								1
Industrie des fruits et légumes	Labaume productions	SICA Champiroc SICA Val du Cher	Conserverie de la Guide		S.P.A.N (30)	Conserverie du blaisois (85) Gillet-Contres (85)			7
Fabrication d'huiles et graisses brutes					Huileries du Berry (23)				1
Industrie laitière	Pinglot Alain Gidis SARL	Fromagerie du vendômois SARL Fromagerie Huchet Fromagerie Chèvres Gaillard	Laiterie de Montoire	Fromagers de tradition (12)				Fromagerie BEL (312)	8
Meunerie	Lebert Marteau Paulette Cosson Frères		Minoterie Bisson	Minoterie Goubet (14)					4
Fabrication d'aliments pour animaux			Sologne Aliments	Vernon Pierre (18)	C.A.P.A.C.O (23)		Unisabi (110)		4
Chocolaterie	Vauche Max Eugène Au chocolat du clos de l'Arche							Cadbury France (500)	3
Pâtisserie, biscuiterie, fabrication industrielle de pain		A		Le Palet Solognot (19)	Painsol (40)	Morina Pâtissier (86)	Quick Gel (105)		4
Condiments						Ets Guy Briand (65)			1
Autres I.A.A	A	A	21 boulangeries et boulangeries-pâtisseries, pâtisseries (b) Lighties (7)	Briopain Marchau J.P					24
Boissons	12 producteurs d'eaux de vie naturelles ou d'alcool éthylique de fermentation ou vinification (a)	Vignerons des côteaux du romanais Vigneron Mont-Près-Chambord Loiseau J.P	Marcel Louet SARL Cave coopérative Villiers-sur-Loir Distillerie Fraise « Or »	J.M. Monmousseau (19)	Chambord et Cie (20)				20
Ensemble des I.A.A.	**21**	**9**	**38**	**10**	**9**	**7**	**5**	**2**	**101**

D'après sources : Observatoire - A.D.E.L.E.C. - I.N.S.E.E. - C.C.I.

A : Les petites structures de boulangerie, boulangerie-pâtisserie ont été écartées du champ de l'étude

(a) et (b) : Cf. liste au dos

(1) : regroupe les entreprises suivantes :

Production d'eaux de vie naturelles

- Coopérative de distillerie (Châtillon-sur-Cher)
- Déodatienne distillerie (Montlivaut)
- SARL "Alambic" (Huisseau-sur-Cosson)
- Coopérative de distillerie (Chissay-en-Touraine)
- Coopérative agricole de distillerie (Selles-sur-cher)
- Coopérative de distillerie (Sambin)
- Union coopérative distillerie Saint-Georges (Saint-Georges-sur-Cher)
- Coopérative distillerie bords du Loir (Villiers-sur-Loir)

Production d'alcool éthylique de fermentation

- Coopérative de distillerie (Monthou-sur-Cher)
- Fournier distillation commission service (Huisseau-sur-Cosson)

Vinification

- Les caves de la Tourangelle (Saint-Georges-sur-Cher)
- Cave coopérative vigneron Saint-Georges

(2) : regroupe les entreprises suivantes :

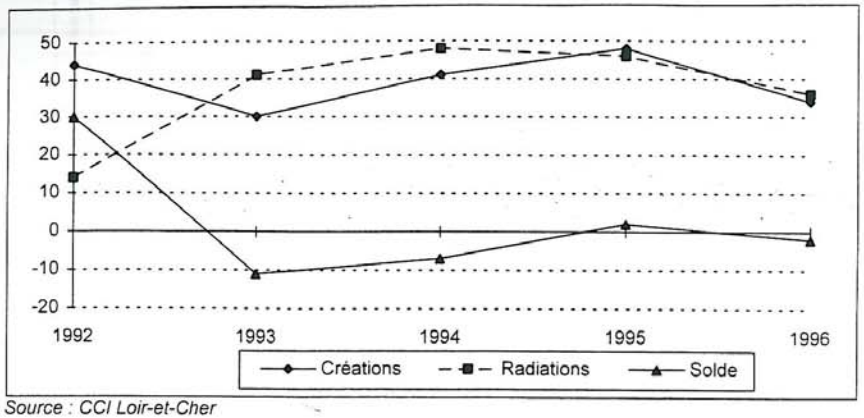
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie

- Le mitron (Onzain)
- Gauvain José Gérard (Morée)
- Guillegault et Cie (Mont-près-Chambord)
- Ressault Michel (Montoire-sur-le-Loir)
- Fouquiau Claude Pierre (Nouan-le-Fuzelier)
- Vlacke Déporte Muriel Marthe (Cour-Cheverny)
- Calloux Priou (Chemery)
- SARL boulangerie méroise (Mer)
- Foch (Blois)
- Legroux Serge Jean Louis (Vendôme)
- Robert (Noyers-sur-Cher)
- Ferrer Jean Germain Hubert (Blois)
- Lacour Jacques (Blois)
- Rosier Jacky (Blois)
- Chevereau (Blois)
- EURL boulangerie de la plaine (Saint-Ouen)
- Lebert Marteau Paulette (Saint-Aignan)
- Ribreau Denis Pierre (Vineuil)

Pâtisserie

- SOCAB (Vineuil)
- Granger Serge Claude james (Montrichard)
- Girard Maurice (Vendôme)

Graphique n° 15 : Mouvements d'entreprises agro-alimentaires en Loir-et-Cher



Source : CCI Loir-et-Cher

De ce fait, le tissu industriel, au-delà de l'apparente constance qui transparaît dans les chiffres, se renouvelle à un rythme normal, si l'on en juge par le taux de création[7] des I.A.A. qui est de 8,1 % en moyenne sur la période 1992-1996. Cependant ce ratio a nettement diminué en 1996 sous l'effet probable de la détérioration du climat économique : il s'établit à moins de 7 %. Toutes les activités agro-alimentaires ont en effet vu se créer moins d'entreprises en 1996 qu'en moyenne sur les cinq dernières années.

Tableau n° 8 : taux annuel de création d'entreprises agro-alimentaires en Loir-et-Cher

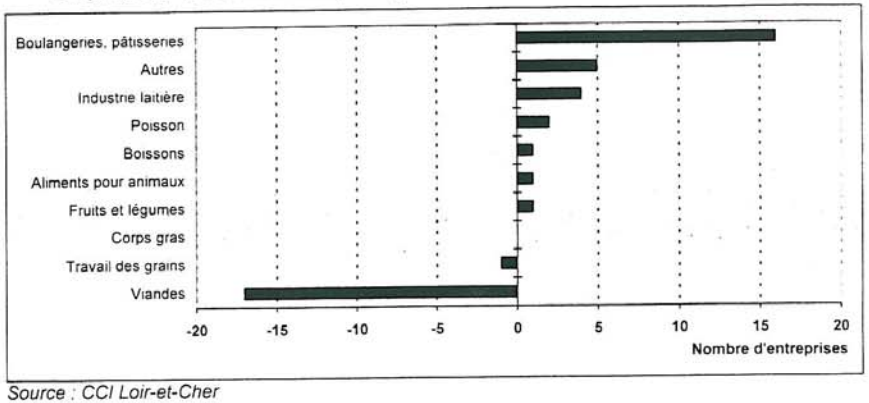
	Créations	Taux annuel de création
période 1992-1996	197 entreprises	8,1 %
1996	34 entreprises	6,8 %

D'après source : INSEE

Il faut cependant souligner la part essentielle prise dans ces mouvements par l'industrie de la viande (via la charcuterie) et la boulangerie-pâtisserie qui en représentent à elles seules plus de 95 % entre 1992 et 1996. Tandis que la première a perdu 17 entreprises sur la période considérée, la seconde en a gagné 21.

[7] Taux de création d'entreprises = nombre de créations / stock d'entreprises.
Le taux moyen de création d'entreprises sur la période 1992-1996 = (nombre de créations 1992-1996 / stock d'entreprises 1992) annualisé en divisant par 5.

Graphique n° 16 : Solde d'entreprises par secteur d'activité sur la période 1992-1996



Source : CCI Loir-et-Cher

2.4 - La dépendance du secteur

26 unités agro-alimentaires du Loir-et-Cher, sur les 33 recensées comptant plus de 10 salariés, ont leur siège dans le département. Elles sont généralement de taille moyenne ou petite ; 4 d'entre elles seulement offrent plus de 100 emplois, contre 3 s'agissant des établissements secondaires. La répartition entre ces deux types de structure varie considérablement d'un secteur à l'autre. Ainsi, parmi les treize unités de transformation de la viande, 12 ont leur siège localement.

Tableau n° 9 : Nom et nationalité des groupes ayant des établissements en Loir-et-Cher

Groupe	Nationalité	Site en Loir-et-Cher
Huttepain	Française	Volabraye
Paul Prédault	Française	Germanaud et Cie
Société Rochefortaise de Communication	Française	S.P.A.N. (Société des Produits Alimentaires Noël)
Andros	Française	Morina Pâtissier
Bel	Française	Les fromageries Bel
SOFADIM	Française	Ets Guy Briand
Mars Inc	Américaine	Unisabi
Charles Jacquin et Cie	Américaine	Chambord et Cie
Cadbury Schweppes	Anglaise	Cadbury France
Unilever	Anglaise / Néerlandaise	Quick Gel
Unichips	Italienne	Painsol
Massard Grevnmacher	Luxembourgeoise	Monmousseau J.M.

La logique de concentration est très forte dans le secteur agro-alimentaire. 12 entités du Loir-et-Cher appartiennent à des groupes différents ; la moitié d'entre eux sont français, les autres sont de nationalité américaine, anglaise, anglo-néerlandaise, italienne ou luxembourgeoise.

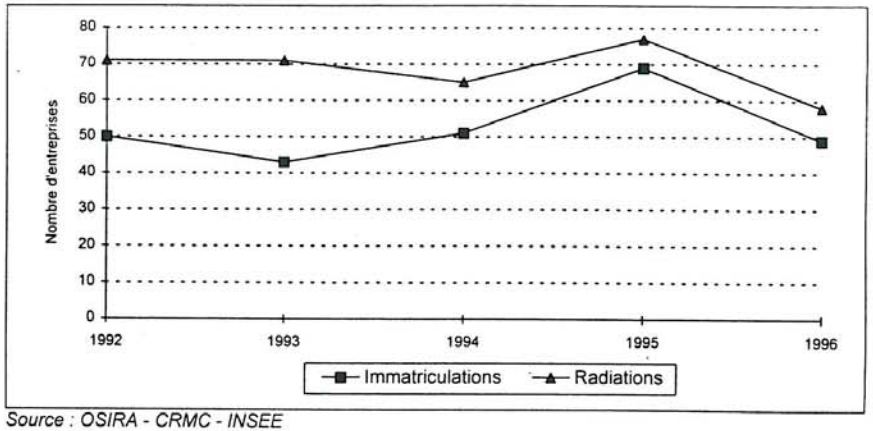
Il faut souligner que la plupart des établissements concernés sont d'origine locale ; à un moment donné leur développement n'a pu se poursuivre qu'en intégrant une structure de taille supérieure.

2.5 - Des entreprises artisanales de moins en moins nombreuses

Globalement avec près de 490 entreprises enregistrées au Répertoire des métiers (soit 10 % de l'ensemble) et probablement plus de 1 000 emplois[8], l'artisanat agro-alimentaire contribue pleinement à la forte position de ce secteur au sein de l'économie locale.

Au cours des 5 dernières années, le nombre de salariés a nettement diminué, en corrélation avec l'excédent des radiations d'entreprises sur les immatriculations. Le taux moyen de création sur l'ensemble de la période (7,2 %) est nettement inférieur à celui constaté pour le secteur des I.A.A. (8,1 %). Cela fait de cette activité la branche artisanale la plus affectée par un contexte économique difficile. Cette tendance se poursuit actuellement. Le nombre de salariés a encore diminué en 1996, alors qu'il augmentait dans la plupart des départements, maintenant le Loir-et-Cher en cinquième position dans la hiérarchie régionale.

Graphique n° 17 : Les mouvements d'entreprises artisanales



Source : OSIRA - CRMC - INSEE

[8] Estimation effectuée à partir des statistiques de la Chambre Régionale de Métiers du Centre et de l'INSEE.

- **Les différents secteurs**

Entre 1993 et 1996, la baisse du nombre d'entreprises alimentaires est légèrement plus vive que celle observée pour l'ensemble de l'artisanat : respectivement - 2 % contre -1,3 %. Les secteurs les plus affectés sont ceux liés à la viande, et principalement la charcuterie qui perd 17 établissements, et la boulangerie-pâtisserie. Les unités de fabrication deviennent plus nombreuses dans la plupart des autres secteurs : la préparation et cuisson de produits de boulangerie (+ 9), le lait et produits laitiers (+ 3), les fruits et légumes (+ 2), etc.

Tableau n° 10 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales liées à l'alimentation

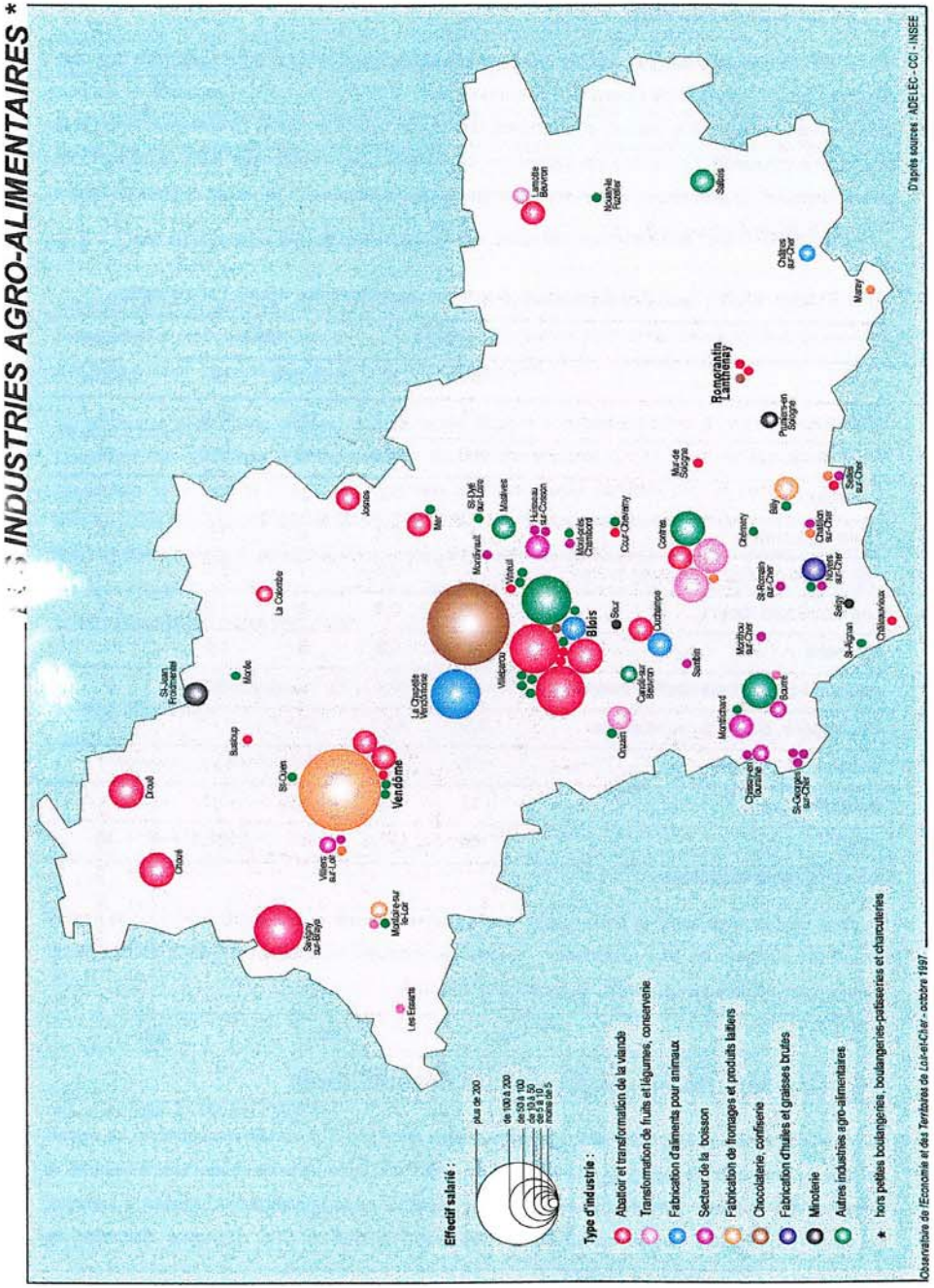
	1993		1996		Variation
	nombre	%	nombre	%	absolue
Viandes	177	35,5	159	32,5	- 18
dont charcuterie	*100*	*20,0*	*83*	*17,0*	*- 17*
Poissons	1	0,2	2	0,4	+ 1
Fruits et légumes	1	0,2	3	0,6	+ 2
Fabrication d'huiles et graisses brutes	1	0,2	1	0,2	0
Lait et produits laitiers	2	0,4	5	1,0	+ 3
Meunerie	4	0,8	3	0,6	- 1
Fabrication d'aliments pour animaux	2	0,4	2	0,4	0
Boulangerie, boulangerie-pâtisserie	237	47,5	234	47,9	- 3
Autres	57	11,4	64	13,1	+ 4
Boissons	17	3,4	16	3,3	- 1
Total	**499**	**100,0**	**489**	**100,0**	**- 10**

Source : Chambre de Métiers

En dépit de ces évolutions, la boulangerie, boulangerie-pâtisserie et la transformation de la viande restent les secteurs les plus importants : ceux-ci représentent respectivement 48 % et 32,5 % du nombre total d'entreprises alimentaires du secteur artisanal.

2.6 - Une répartition géographique déséquilibrée

La répartition spatiale des entreprises agro-alimentaires témoigne d'un certain déséquilibre. La plupart se situent dans la moitié ouest du Loir-et-Cher, au-delà d'une ligne verticale reliant Mer à Contres. A l'inverse, la moitié est, dominée par la Sologne, compte de rares implantations, situées à Lamotte-Beuvron (Les Festins de Sologne), Salbris (Painsol), Châtres-sur-Cher (Sologne Aliments) ou Pruniers-en-Sologne (Minoterie Bisson).



Les entreprises sont localisées principalement en milieu urbain ou périurbain, à proximité des pôles d'emploi, ou le long des axes de transport. C'est le cas notamment des plus grandes d'entre elles installées dans l'agglomération blésoise (Cadbury France, les Etablissements Germanaud et Compagnie, Quick Gel, les Etablissements Gourault), ou à Vendôme (les fromageries Bel).

Il ne s'agit cependant pas d'une constante car certaines sont situées non loin des sources d'approvisionnement, comme à Contres (les Conserves du Blaisois et Gillet-Contres) qui constitue un pôle agro-alimentaire de premier plan, ou encore en pleine zone rurale, où sont fixées principalement les unités de petite taille.

2.7 - Chiffre d'affaires et données financières

Entreprendre une analyse détaillée des données concernant les chiffres d'affaires et les aspects comptables des entreprises agro-alimentaires serait un exercice difficile et périlleux en raison notamment des sources[9] peu nombreuses et contradictoires mais aussi des spécificités différentes de chaque secteur. Néanmoins, certaines informations obtenues des entreprises elles-mêmes, complétées par d'autres biais, apportent quelques éclairages intéressants. Elles sont livrées ici en l'état.

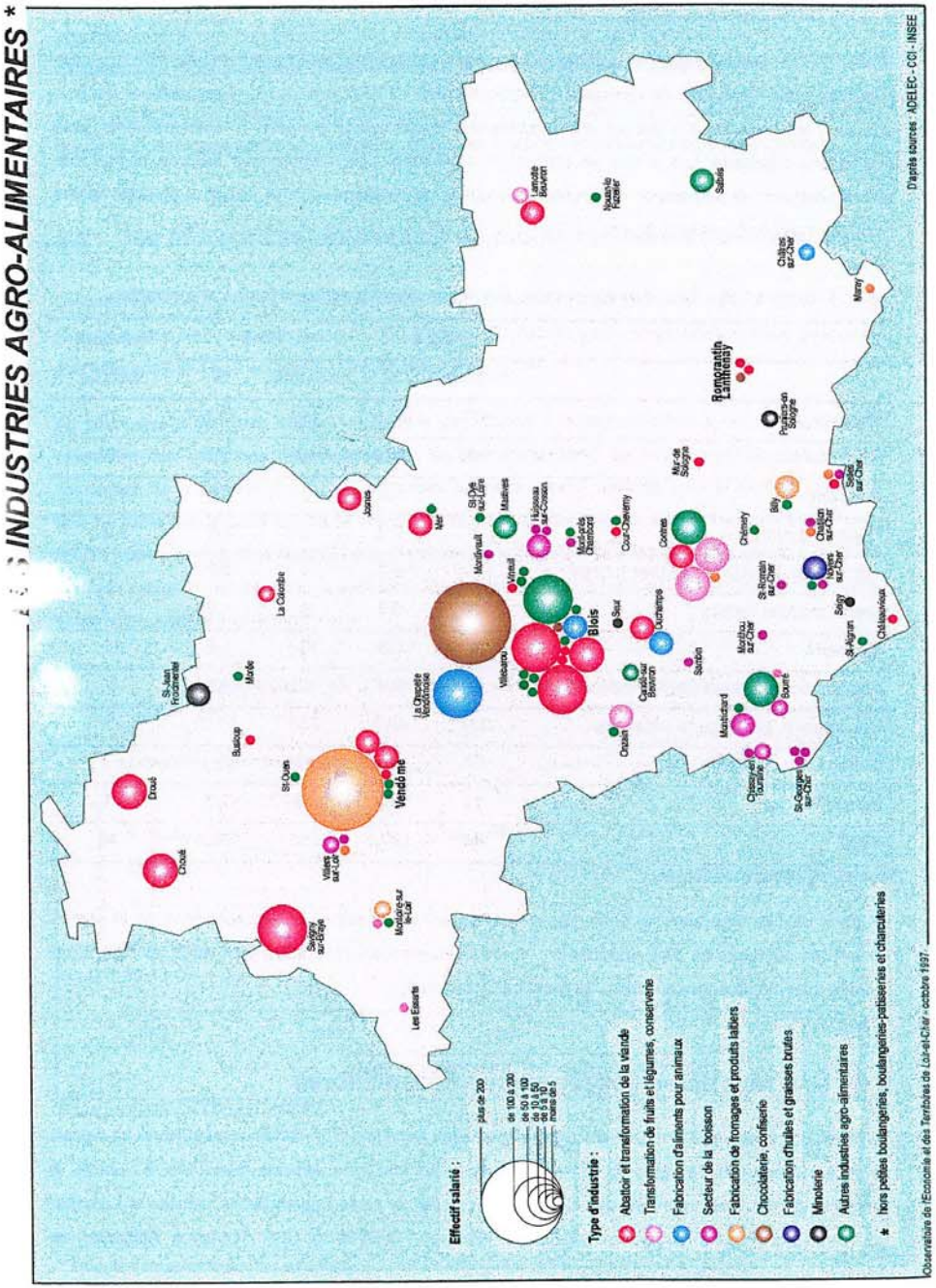
Tableau n° 11 : chiffre d'affaires des entreprises de plus de 10 salariés (1995)[10]

	en millions de francs				
	0-10	10-50	50-100	100-500	500 et +
Industrie de la viande	2	2	4	3	
Industrie des fruits et légumes		1	1	1	
Fabrication d'huiles			1		
Industrie laitière			1		1
Meunerie		1			
Fabrication d'aliments pour animaux		2			1
Chocolaterie					1
Condiments			1		
Boissons		1	1		
Autres	1	1		2	
Ensemble	**3**	**8**	**9**	**6**	**3**

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation - AGRESTE

[9] Le tribunal de commerce, les banques de données accessibles par minitel (INPI Bilan, SCRL avec Dun et Bradstreet) et les statistiques du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

[10] Ce tableau présente les résultats de 29 entreprises sur les 33 qui comptent plus de 10 salariés : n'ont pas été pris en compte les 2 boulangeries-pâtisseries et les 2 établissements pour lesquels le CA n'a pu être connu.



Les entreprises sont localisées principalement en milieu urbain ou périurbain, à proximité des pôles d'emploi, ou le long des axes de transport. C'est le cas notamment des plus grandes d'entre elles installées dans l'agglomération blésoise (Cadbury France, les Etablissements Germanaud et Compagnie, Quick Gel, les Etablissements Gourault), ou à Vendôme (les fromageries Bel).

Il ne s'agit cependant pas d'une constante car certaines sont situées non loin des sources d'approvisionnement, comme à Contres (les Conserves du Blaisois et Gillet-Contres) qui constitue un pôle agro-alimentaire de premier plan, ou encore en pleine zone rurale, où sont fixées principalement les unités de petite taille.

2.7 - Chiffre d'affaires et données financières

Entreprendre une analyse détaillée des données concernant les chiffres d'affaires et les aspects comptables des entreprises agro-alimentaires serait un exercice difficile et périlleux en raison notamment des sources[9] peu nombreuses et contradictoires mais aussi des spécificités différentes de chaque secteur. Néanmoins, certaines informations obtenues des entreprises elles-mêmes, complétées par d'autres biais, apportent quelques éclairages intéressants. Elles sont livrées ici en l'état.

Tableau n° 11 : chiffre d'affaires des entreprises de plus de 10 salariés (1995)[10]

	en millions de francs				
	0-10	10-50	50-100	100-500	500 et +
Industrie de la viande	2	2	4	3	
Industrie des fruits et légumes		1	1	1	
Fabrication d'huiles			1		
Industrie laitière			1		1
Meunerie		1			
Fabrication d'aliments pour animaux		2			1
Chocolaterie					1
Condiments			1		
Boissons		1	1		
Autres	1	1		2	
Ensemble	**3**	**8**	**9**	**6**	**3**

Source : Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation - AGRESTE

[9] Le tribunal de commerce, les banques de données accessibles par minitel (INPI Bilan, SCRL avec Dun et Bradstreet) et les statistiques du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation.

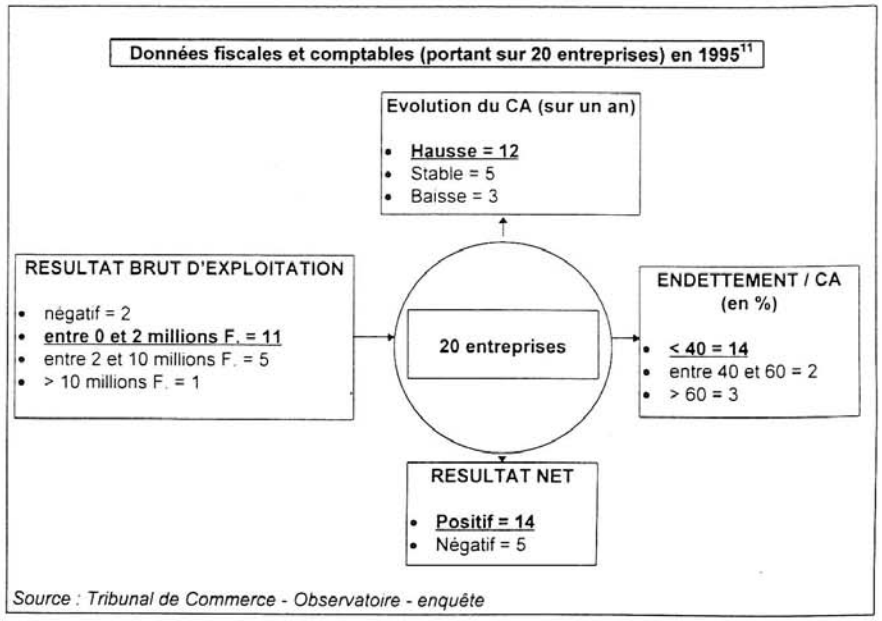
[10] Ce tableau présente les résultats de 29 entreprises sur les 33 qui comptent plus de 10 salariés : n'ont pas été pris en compte les 2 boulangeries-pâtisseries et les 2 établissements pour lesquels le CA n'a pu être connu.

Quelques données indicatives portant sur 20 entreprises[11] en 1995...

- 18 dégagent un excédent brut d'exploitation
- les ¾ affichent un résultat net positif
- les ¾ ont un taux d'endettement inférieur à 40 %
- la plupart ont réalisé des investissements au cours des trois dernières années mais l'autofinancement est faible.

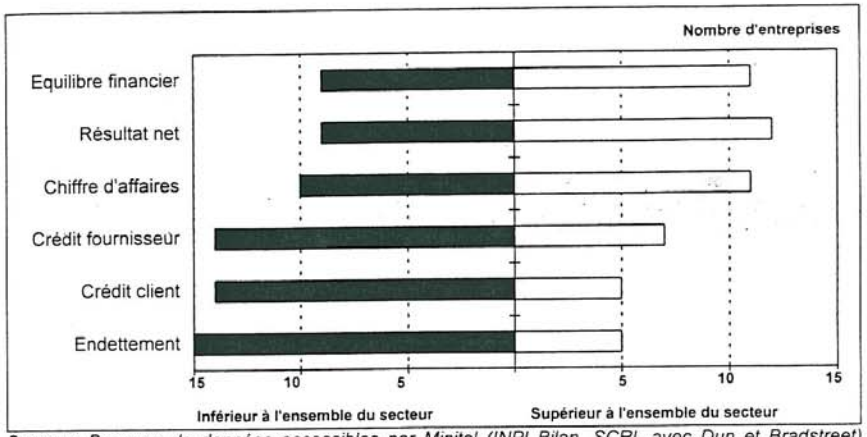
... et leur comparaison à l'ensemble du secteur agro-alimentaire national

- 10 ont un chiffre d'affaires supérieur à la moyenne nationale
- La majorité affiche un résultat net supérieur à la moyenne
- Le niveau d'endettement est inférieur à l'ensemble du secteur pour les ¾ des établissements*
- Les délais concernant les crédits fournisseurs ou clients sont inférieurs à la moyenne du secteur pour la plupart des établissements
- autant d'entreprises présentent un équilibre financier meilleur à la moyenne nationale que l'inverse



Source : Tribunal de Commerce - Observatoire - enquête

Graphique n° 18 : Position des entreprises du Loir-et-Cher par rapport à l'ensemble du secteur agro-alimentaire selon quelques critères financiers

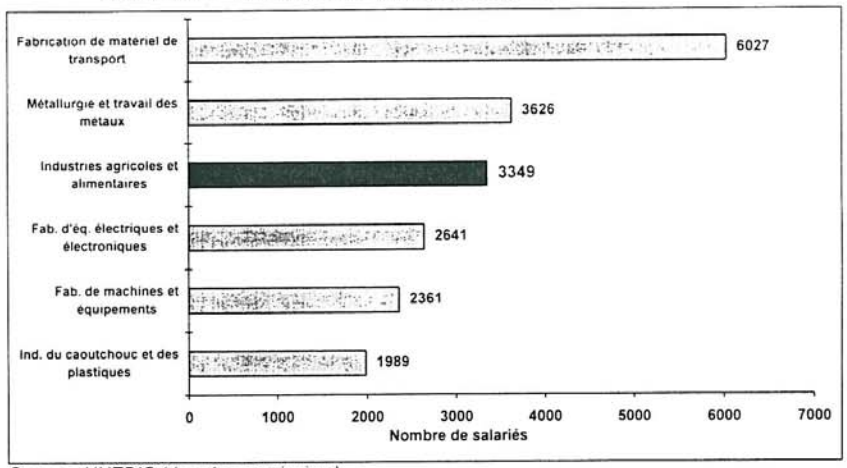


Source : Banques de données accessibles par Minitel (INPI Bilan, SCRL avec Dun et Bradstreet) données 1995

2.8 - L'emploi en perte de vitesse

Le nombre de salariés des industries agro-alimentaires relevant de l'UNEDIC est de 3 349 en 1996, ce qui en fait la troisième branche de l'industrie manufacturière du département en terme d'emploi, derrière la fabrication de matériel de transport (construction automobile principalement) et la métallurgie-travail des métaux, qui inclut la mécanique

Graphique n° 19 : Salariés des principales branches industrielles en 1996



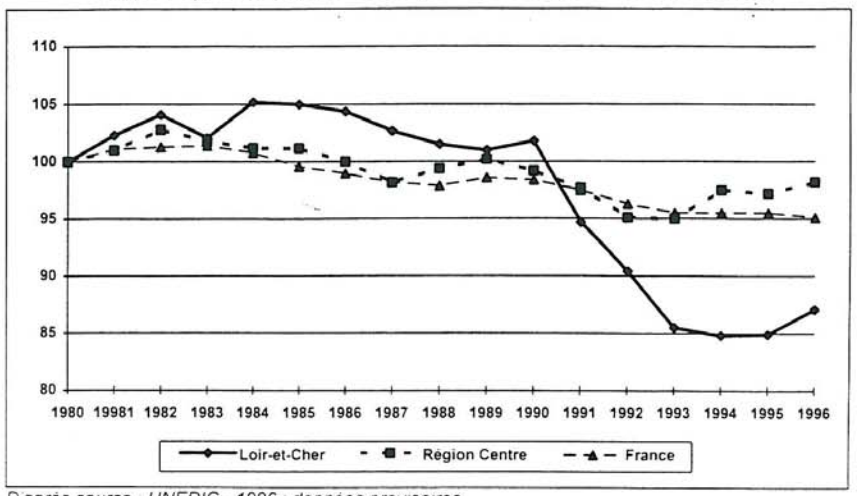
Source : UNEDIC (données provisoires)

[11] Entreprises pour lesquelles les sources d'information sont accessibles par minitel.

Malgré un léger redressement au cours des trois dernières années, le nombre d'emplois des I.A.A. du Loir-et-Cher n'a cessé de décroître depuis 1985, avec une chute particulièrement sensible entre 1990 et 1993. Ce sont au total près de 500 postes de travail qui ont été perdus en 16 ans, soit - 12,9 %. Cette évolution est cependant moindre que celle de l'industrie toute entière qui, dans le même temps a enregistré une baisse de 18,6 %.

L'emploi du secteur a mieux résisté en région Centre (- 1,8 %), ainsi qu'en France (- 4,9 %).

Graphique n° 20 : Evolution de l'emploi des I.A.A. (indice base 100 en 1980)

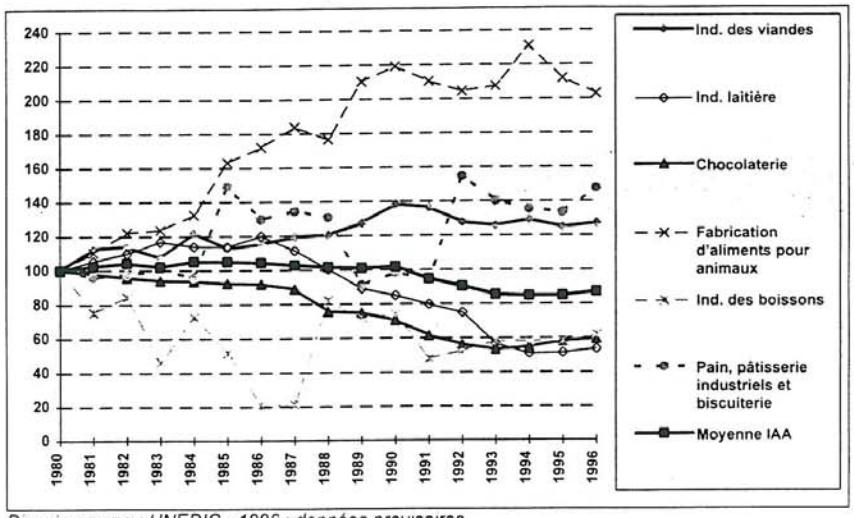


D'après source : UNEDIC - 1996 : données provisoires

Cette évolution générale masque de profondes transformations au sein même du secteur. Plus de la moitié des emplois ont disparu dans l'industrie laitière (extinction complète de la fabrication de lait, forte diminution dans celle du fromage) ; recul sensible dans la chocolaterie, ainsi que dans l'industrie des boissons, malgré l'émergence de la fabrication de spiritueux. A l'inverse, cette période a vu se développer la fabrication d'aliments pour animaux (doublement des emplois en 15 ans), de l'industrie des fruits et légumes ; les industries de la viande se sont sensiblement renforcées (volailles notamment), mais elles ont atteint leur maximum en 1990 et semblent marquer le pas depuis lors.

Il faut néanmoins souligner que la diminution sensible du nombre des emplois entre 1990 et 1993 provient de l'évolution conjuguée de plusieurs branches, y compris celles qui présentent une pente positive sur la période.

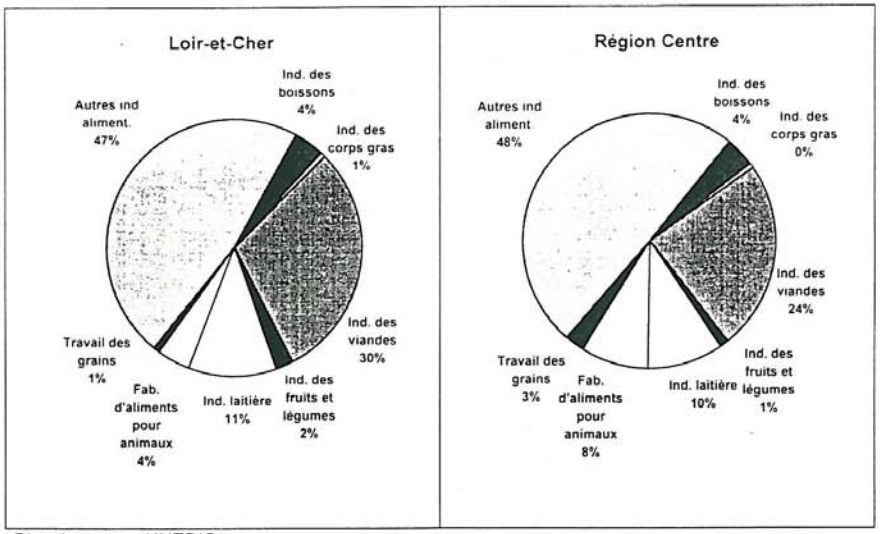
Graphique n° 21 : Evolution de l'emploi dans les principales branches
(indice base 100 en 1980)



D'après source : UNEDIC - 1996 : données provisoires

Globalement, la structure des emplois selon les neuf grands types d'activités n'est pas très différente dans le département de celle de la région Centre en 1996 : large domination des industries alimentaires diverses et de l'industrie des viandes, cette dernière possédant toutefois un poids plus important en Loir-et-Cher.

Graphique n° 20 : Structure des emplois par activité en 1996



D'après source UNEDIC

C'est au niveau le plus fin des activités que des particularités apparaissent. L'indice de spécificité (rapport entre la part départementale et la part régionale dans leurs structures respectives[12]) permet de les mettre en évidence. Sont ainsi plus développées qu'au niveau régional la chocolaterie, la champagnisation, la fabrication de fromages, la fabrication de condiments, la production de viandes de boucherie ainsi que celle de volailles et la conservation de légumes.

2.9 - Davantage de postes non qualifiés

Les Industries Agro-Alimentaires se caractérisent par un taux d'encadrement[13] légèrement plus faible que celui observé dans l'ensemble de l'industrie[14] (7,7 % contre 8 %). Elles offrent également une proportion plus importante de postes de production non qualifiés (29 % contre 24,8 %) et comparativement moitié moins d'emplois d'ouvriers spécialisés (7,3 % contre 13 %).

Ce profil global varie cependant au sein de chaque branche.

L'industrie de la viande présente un taux d'encadrement très faible (2,3 %), mais un degré de qualification élevé : cette activité nécessite en effet de nombreux bouchers dans les ateliers de désossage et de découpe.

Inversement, le taux d'encadrement est plutôt élevé dans le secteur « fabrication d'aliments pour animaux » (plus de 15 % des emplois) de même que le niveau de spécialisation du personnel (plus de 23 %).

Tableau n°12 : Répartition du personnel par catégorie et par secteur d'activités[15] - 1996 (en %)

	Personnels	Personnels de production			
	d'encadrement	Spécialisé	Non qualifié	Qualifié	Autres
Agriculture	4,0	5,8	75,5	10,2	4,5
Industries Agro-Alimentaires	7,7	7,3	29,0	42,7	13,4
dont Industrie de la viande	*2,3*	*4,5*	*38,6*	*47,7*	*6,9*
Industrie des fruits et légumes	*7,7*	*5,4*	*52,3*	*28,5*	*6,2*
Autres activités	*11,0*	*9,2*	*20,7*	*41,0*	*18,2*
Industrie	8,0	13,0	24,8	43,1	11,0
Construction	5,7	10,6	7,1	68,2	8,5
Commerce	6,4	3,8	4,8	21,7	63,3
Services	8,7	3,8	15,6	16,8	55,1
Ensemble	**7,8**	**9,3**	**20,6**	**35,2**	**27,1**

Source : Enquête Structure des Emplois - 1996

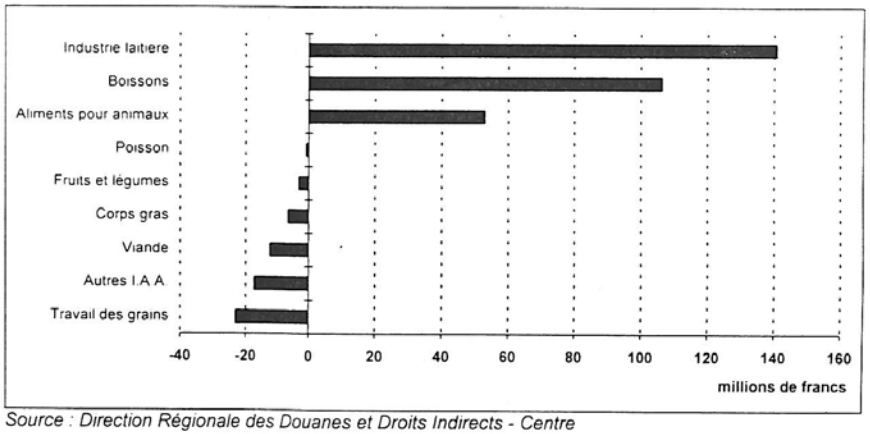
[12] Si la part d'une activité représente 15 % dans la structure départementale et 12 % dans la structure régionale, l'indice de spécificité est de 15 %/12 %, soit 1,25.
[13] Taux d'encadrement : rapport entre le nombre de chefs d'entreprise / cadres et le nombre total de salariés.
[14] Ces informations sont tirées de l'exploitation de l'enquête portant sur la structure des emplois (E.S.E.), effectué en 1996 auprès des établissements comptant plus de 20 salariés.
[15] Cf. définitions Annexe I.

2.10 - Le commerce extérieur

A l'image des résultats observés au niveau national, les I.A.A. contribuent fortement à la balance des échanges extérieurs du département. L'excédent commercial dégagé en 1996 par ce secteur s'élève à 230 millions de francs, nettement inférieur toutefois à celui réalisé par l'industrie automobile (solde supérieur à 1,2 milliard de francs) et la construction d'équipements (plus de 600 millions de francs).

La valeur des exportations s'est élevée à plus de 630 millions de francs, en nette progression par rapport à 1994 (+ 18 %). Elle représente ainsi 9 % du montant total départemental. Les principaux produits concernés sont ceux à base de lait (près de 150 millions de francs, en hausse de 2 %), le chocolat et la confiserie (145 millions de francs, près de 3 fois plus qu'en 1994) ainsi que les boissons et les aliments pour animaux. Cette structure devrait se modifier en raison des évolutions récentes intervenues dans le secteur laitier. Parallèlement, les importations ont également augmenté par rapport à 1994 (+ 66 %), atteignant près de 400 millions de francs, soit un peu plus de 7 % du total. Les produits achetés sont essentiellement ceux liés au chocolat et à la confiserie (près de 36 % de l'ensemble). Le taux de couverture des échanges extérieurs en produits agro-alimentaires[16] atteint ainsi 159 % en 1996. Cela signifie que pour un franc de produits importés, le Loir-et-Cher exporte 1,59 franc de marchandises. C'est plus que le taux global du commerce extérieur du département (130 %).

Graphique n° 21 : Solde des échanges extérieurs du Loir-et-Cher en 1996



Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

[16] Le taux de couverture des échanges extérieurs est le rapport entre exportations et importations en valeur

Plus des 2/3 des produits exportés par les structures locales sont destinés à l'Union Européenne et principalement à l'Allemagne et l'Italie. Au palmarès des entreprises exportatrices figurent notamment Cadbury France, Unisabi, Chambord et Cie, Monmousseau, la Société Bougrier, SPAN (Société des Produits Alimentaires Noël) et Morina Pâtissier.

Les importations émanent pour une part écrasante (90 %) de l'Union Européenne et particulièrement de l'Allemagne (23 %), des Pays-Bas (18 %) et du Royaume-Uni (15 %).

Tableau n° 13 : les 10 principaux clients en 1996

Pays	Exportations (*) (millions de francs)	Part (en %)
Allemagne	186,9	29,4
Italie	97,7	15,4
Arabie Saoudite	75,5	11,9
Bel-Lux (1)	61,6	9,7
Royaume-Uni	45,3	7,0
Espagne	28,8	4,5
Etats-Unis	26,2	4,0
Ukraine	21,4	3,4
Pays-Bas	19,6	3,1
Suisse	10,4	1,6
Total Loir-et-Cher	636,2	100,0

(1) Ensemble Belgique-Luxembourg

Tableau n° 14 : les 10 principaux fournisseurs en 1996

Pays	Importations (*) (millions de francs)	Part (en %)
Allemagne	92,3	23,1
Pays-Bas	72,9	18,3
Royaume-Uni	61,6	15,4
Espagne	32,5	8,1
Italie	29,1	7,3
Danemark	25,3	6,3
Irlande	23,8	6,0
Bel-Lux (1)	23,4	5,9
Turquie	14,2	3,6
Inde	12,8	3,2
Total Loir-et-Cher	399,4	100,0

Source : Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre
(*) Les produits de l'agriculture ne sont pas pris en compte dans ce classement

Conclusion

Le secteur agro-alimentaire en Loir-et-Cher apparaît comme un ensemble atomisé comprenant de nombreuses petites entreprises artisanales. Son poids dans l'économie départementale est considérable puisqu'il regroupe le plus grand nombre d'entreprises, constitue la troisième industrie du Loir-et-Cher en terme d'emploi (plus de 3 000) et contribue largement à l'excédent de la balance commerciale. Si l'on s'en tient à l'aspect proprement industriel, il est dominé par quelques unités appartenant à des grands groupes nationaux ou étrangers.

Les principales activités ont trait à la transformation de la viande, la boulangerie et pâtisserie industrielle et la chocolaterie. La répartition spatiale des établissements révèle l'existence d'une certaine concentration autour d'un axe Vendôme - Blois - Contres.

Près de 13 % des emplois ont été perdus depuis 1980, ce qui représente une érosion plus marquée qu'au niveau régional. Cette évolution s'accompagne d'une mutation du secteur, qui se traduit par le déclin des branches traditionnelles et le développement de nouvelles activités.

Pour compléter cette première approche globale du secteur, la rencontre des responsables des principales entreprises s'est avérée nécessaire afin de recueillir des informations plus qualitatives sur leurs marchés, leurs fournisseurs, les modes de distribution, etc. La présentation et l'analyse des éléments issus de cette enquête font l'objet de la troisième partie.

3

POSITIONNEMENT DES INDUSTRIES LOCALES

3.1 - Champ de l'enquête

La plupart des informations présentées dans cette partie sont issues, sauf mention précisée, d'une enquête réalisée par l'Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher en juin et juillet 1997 et portant sur un échantillon de 23 entreprises (18 comptant plus de 10 salariés et 5 de taille artisanale).

Les indications ont été recueillies le plus souvent auprès des responsables[17] des sites de production eux-mêmes dans l'optique de dresser un panorama des établissements, à la fois général et qualitatif, en tenant compte de leur contexte concurrentiel.

Tableau n° 15 : Répartition du nombre d'entreprises interrogées par taille et par activité

	moins de 10 salariés	10-49 salariés	plus de 50 salariés	Ensemble
Industrie de la viande		6	4	10
Industrie du poisson	1			1
Industrie des corps gras		1		1
Industrie laitière	1			1
Industrie du travail du grain	1	1		2
Fabrication d'aliments pour animaux			1	1
Industrie des boissons		1		1
Autres industries	2	1	3	6
Total	**5**	**10**	**8**	**23**

3.2 - Situation et positionnement des entreprises

- **L'évolution de l'activité apparaît globalement plutôt favorable**

Plus de la moitié des responsables interrogés considèrent que le volume d'activité a augmenté en 1997 par rapport à l'année précédente. Tous les secteurs s'inscrivent dans cette croissance, y compris l'industrie de la viande. Néanmoins, pour cette dernière, les performances des entreprises sont partagées en fonction des spécialités. La plupart des établissements de transformation de produits à base de bœuf ont connu une nette régression d'activité liée à la crise de « la vache folle ». Simultanément, un certain report de consommation s'est opéré sur les viandes de volailles et de porcs. Volabraye, les Ets Ménard, les Ets Grejon, Germanaud & Cie sont autant d'entreprises pour lesquelles l'activité a sensiblement progressé, ouvrant pour les plus petites d'entre elles de réelles perspectives de développement.

[17] Cf. tableau des entreprises enquêtées en Annexe III

Un tiers des personnes interrogées estiment en revanche que leur volume d'activité a régressé. A cela plusieurs raisons, outre celle déjà évoquée :

- le fort degré de dépendance de certains établissements attachés à des centres de décision souvent lointains. Pour des raisons stratégiques, des transferts d'activités et de productions ont été ou pourraient être effectués au détriment du Loir-et-Cher. Les arguments sont nombreux : recentrage d'activité du site, restructuration, production à moindre coût à l'extérieur du site, avantages fiscaux, etc. Ce genre d'opération affecte bien évidemment l'emploi.
- la difficulté de céder l'entreprise. Ne trouvant pas de repreneur suffisamment motivé, certaines responsables limitent volontairement le volume de leur activité même si le marché demeure porteur. Des potentiels sont ainsi inexploités ou courent le risque de disparaître.
- les moyens considérables que doivent mobiliser les entreprises pour lutter contre une concurrence très vive, ce qui est fortement préjudiciable aux plus petites d'entre elles.

- **L'outil de production est jugé compétitif**

Près de deux responsables sur trois affirment disposer d'un outil performant adapté aux besoins de production de l'établissement [18].

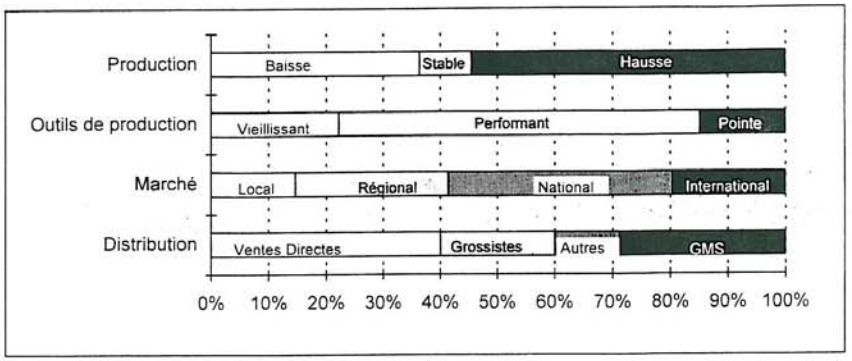
Au cours des trois dernières années, la plupart des entreprises ont investi pour renouveler leur outil de production, l'améliorer et le rendre conforme aux normes internationales en matière de qualité et d'hygiène alimentaire. Cela ne devrait pas varier dans le proche avenir. L'importance des financements consacrés à ces opérations varie considérablement à la fois dans le temps et d'une entreprise à l'autre.

Des extensions d'activités sont envisagées par la plupart des établissements dans le court terme, ce qui est un indice supplémentaire de leur dynamisme. Certains avaient préparé cette éventualité en s'installant sur un site volontairement grand. Cette capacité d'adaptation et cette vision à long terme constituent indiscutablement des points forts.

En revanche, quatre chefs d'entreprise pensent que leurs locaux de production ne sont plus adaptés en raison de leur exiguïté (auquel cas des extensions sont d'ores et déjà prévues), de leur manque de fonctionnalité ou parfois de leur suréquipement.

[18] La question posée était : « Comment percevez-vous votre outil de production ? »

Graphique n° 22 : Positionnement des principales entreprises agro-alimentaires



- **Un marché d'investigation essentiellement national**

Très majoritairement, le marché sur lequel les entreprises écoulent leur production est de dimension nationale, parfois même internationale. C'est le cas notamment des unités les plus importantes et en particulier de celles intégrées à des groupes, mais aussi de quelques structures de petite taille qui ont développé des produits innovants à forte valeur ajoutée (le Domaine des Genets notamment).

En revanche, l'investigation du marché régional, voire quelquefois local, reste l'apanage des plus petites entités, souvent de structure familiale. Cela concerne deux entreprises sur cinq, parmi celles interrogées. Certaines d'entre elles jouent sur cet ancrage territorial, et proposent des gammes de produits du terroir, répondant ainsi à un engouement de la clientèle de plus en plus marqué pour ce type de marchandises. Le marché peut alors s'étendre progressivement.

La concurrence est quasiment toujours considérée comme très vive, et cela, quel que soit le marché sur lequel est positionnée l'entreprise. Plus rarement, si les produits commercialisés sont innovants, elle peut être faible ou embryonnaire : c'est notamment le cas des biscuits fabriqués par le Palet Solognot, du gâteau-moelleux proposé par Insolite et Tradition et des produits à base de poisson élaborés par la Bourriche aux Appétits.

- **Face à la concurrence, priorité est donnée à la qualité des produits** [19]

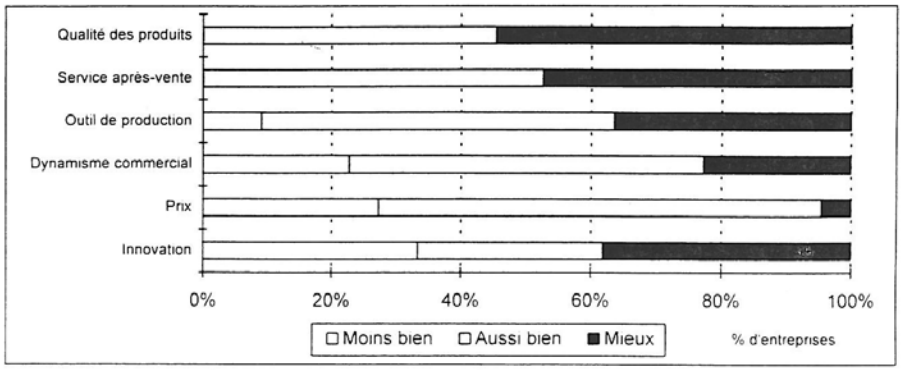
Pour faire face à la concurrence, la plupart des entreprises ont fait le choix, très souvent prioritaire, de développer la qualité des produits. Elles se considèrent généralement, sur ce plan, mieux positionnées que leurs rivales et continuent à y consacrer des moyens considérables. Signe tangible de cette stratégie, elles détiennent presque toutes au moins une marque de commercialisation, ce qui suppose, affirment-elles, d'être irréprochables en ce domaine.

[19] La question posée était la suivante : « Vis-à-vis de vos concurrents, pensez-vous être mieux ou moins bien positionnés dans les domaines suivants ? (prix, qualité des produits, outils de production, innovation, dynamisme commercial, service après-vente) »

La nécessaire maîtrise de la qualité et le respect des contraintes réglementaires, que les responsables qualifient volontiers de draconiennes et de pléthoriques, ont conduit à généraliser l'application de la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point). Il s'agit d'un système préventif visant d'une part à garantir la sécurité alimentaire des produits par l'analyse des dangers et l'amélioration des contrôles aux points critiques de fabrication, d'autre part, à se conformer aux normes internationales. Dans certains cas, cette méthode est fortement conseillée par les distributeurs. L'enjeu est de taille et requiert des investissements importants.

La qualité du service après-vente constitue le deuxième atout majeur des entreprises; face à leurs concurrents qu'elles considèrent globalement, à cet égard, moins performants (dans près d'un cas sur deux), ou comparables.

Graphique n° 23 : Position vis-à-vis des concurrents



- **L'innovation : une priorité mais encore peu de moyens**

L'innovation constitue une autre priorité pour les entreprises agro-alimentaires de Loir-et-Cher, et un point fort pour un certain nombre d'entre elles (2 sur 5). Toutefois, ce sentiment n'est pas communément partagé, notamment par certains responsables du secteur de la viande (abattoirs en particulier), pour qui elle ne semble pas indispensable, ou par de petites unités qui ont peu de moyens à lui consacrer.

Très peu d'entreprises disposent d'une cellule de Recherche et Développement (R&D) ou consacrent un poste à temps plein à cette activité. Pourtant, la recherche n'est pas négligée ; elle est pratiquée de manière empirique, un peu partout et à diverses occasions, par du personnel polyvalent, si l'on en croit les responsables interrogés. Parfois même, des relations sont établies avec des centres de recherche ou des grandes écoles tels le Centre de Recherche des Corps Gras, l'Association Nationale des Meuniers de France, le Centre Technique des Utilisateurs de Céréales, les écoles vétérinaires, etc. Toutefois, aucun brevet n'a été déposé récemment par les entreprises interrogées.

Globalement, le budget alloué à la recherche et à l'innovation représente une part très faible du chiffre d'affaires, phénomène que l'on peut constater d'ailleurs dans de nombreux autres secteurs d'activité. Rares sont les établissements à leur consacrer plus de 3 %, mais le développement escompté en retour est alors jugé considérable.

- **Dynamisme commercial et prix pratiqués : une position médiane**

En matière de dynamisme commercial, autant de responsables se déclarent mieux positionnés vis-à-vis des concurrents que moins bien. Les autres, majoritaires, estiment être aussi bien placés. Toutefois la plupart des petites structures ne disposent pas de personnel commercial : c'est le chef d'entreprise lui-même qui assure cette activité et souvent « des efforts doivent être faits dans ce domaine ». C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'entre elles ont prévu de recruter un agent commercial pour conforter et développer leur activité en dopant les ventes.

Enfin, les entreprises estiment n'être pas mieux positionnées au niveau des prix qu'elles pratiquent, ceux-ci étant souvent alignés sur ceux de la concurrence. Certaines d'entre elles n'ont d'ailleurs pas pratiqué d'augmentation depuis plusieurs années, ce qui risque à terme, craignent-elles, de leur poser de réels problèmes en raison de la hausse du prix des matières premières.

- **Des réseaux de distribution complémentaires**

La plupart des entreprises pratiquent la vente directe, soit aux magasins (abattoirs ou artisans), soit aux particuliers (pâtisseries, biscuiteries, minoteries, boissons).

La distribution via les grandes et moyennes surfaces (GMS) apparaît évidemment comme l'un des moyens essentiels utilisés, voire le seul, pour écouler les productions. Les livraisons s'opèrent généralement auprès de plates-formes régionales qui envoient ensuite les produits vers les destinataires localisés dans toute la France.

Globalement, le type de distribution est fortement lié à la taille de l'entreprise. Les grands magasins spécialisés sont les principaux clients des entreprises importantes tandis que la vente directe demeure le débouché prédominant des petites unités.

- **La moitié des entreprises approvisionnées en Loir-et-Cher**

La plupart des entreprises interrogées s'approvisionnent principalement, et parfois même exclusivement, dans le Loir-et-Cher, le plus souvent pour des raisons économiques (coûts de transports plus faibles, prix des matières premières moins élevés), quelquefois par nécessité compte tenu de la production vendue (respect d'un label par exemple). Au total, près de 8 entreprises sur 10 comptent au moins un fournisseur dans le département.

Certaines ont été cependant contraintes de s'approvisionner à l'extérieur du Loir-et-Cher en raison de l'absence pure et simple de fournisseurs locaux (industrie de la viande, boulangerie, etc.) ou, aux dires de quelques responsables interrogés, de leur manque de compétitivité.

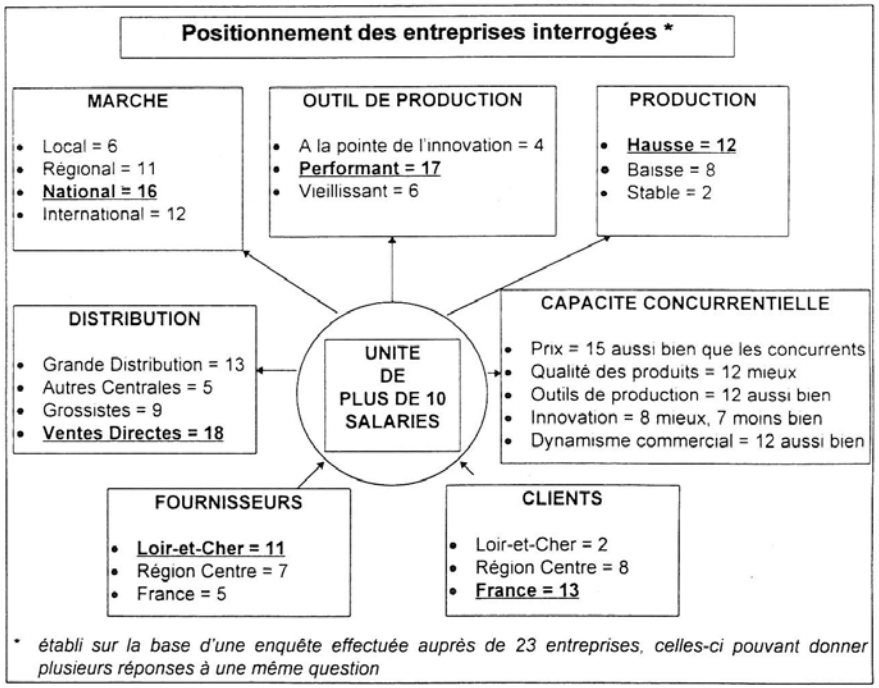
Un tiers des établissements s'approvisionne principalement au niveau régional et un cinquième au niveau national.

- **L'implantation en Loir-et-Cher, plutôt un atout**

Pour la majorité des responsables interrogés, l'implantation en Loir-et-Cher est un atout. La proximité d'importants bassins de consommation et l'existence d'infrastructures routières, autoroutières et ferroviaires en font un département offrant un excellent potentiel logistique. En revanche, près de 4 dirigeants sur 10 estiment que leur lieu d'implantation ne représente ni un atout ni un inconvénient.

- **L'entreprise agro-alimentaire type**

La combinaison des principales caractéristiques précédemment mises en évidence permet d'établir un portrait très schématique (et donc nécessairement réducteur) de l'entreprise agro-alimentaire type du Loir-et-Cher.



* *établi sur la base d'une enquête effectuée auprès de 23 entreprises, celles-ci pouvant donner plusieurs réponses à une même question*

L'entreprise agro-alimentaire type du Loir-et-Cher connaît une progression de son volume d'activité. Son outil de production est performant. Son marché, sur lequel s'exerce une vive concurrence, est de dimension nationale. Elle livre l'essentiel de sa production à la GMS et pratique également la vente directe. Ses fournisseurs sont localisés principalement en Loir-et-Cher. Ses atouts majeurs résident dans la qualité de ses produits et de son service après-vente, alors que son dynamisme commercial et sa propension à innover sont assez faibles.

3.3 - L'emploi et la formation

- **Des recrutements pour des postes de production**

Les entreprises enquêtées emploient environ 1 200 salariés, en majorité des hommes, ce qui représente près de 38 % de l'emploi du secteur en Loir-et-Cher. Plus de la moitié d'entre elles ont recruté globalement une soixantaine de personnes en 1996, dont une écrasante majorité d'ouvriers. Les licenciements et les non reconductions de CDD sont nettement moins nombreux (45).

- **Des difficultés de recrutement**

La plupart des responsables éprouvent des difficultés à recruter. Cela concerne essentiellement des postes d'ouvriers qualifiés (bouchers, pâtissiers, chauffeurs-livreurs, etc.), de techniciens et d'employés auxquels le bassin local de main d'œuvre ne semble pouvoir répondre, ce qui n'est pas, loin s'en faut, spécifique aux I.A.A.

Pour remédier à ces difficultés, les entreprises disposent de plusieurs moyens, dont le plus prisé est la formation interne. Elles gagnent alors en souplesse de fonctionnement tandis que les salariés ont le temps de s'intégrer. Les entreprises recourent aussi à l'ANPE, actionnent leurs réseaux relationnels ou utilisent des organismes spécialisés : chasseurs de têtes, bureaux de recrutement et aussi, fréquemment, agences intérimaires. Près d'un dirigeant sur deux a eu recours à l'intérim au cours des trois dernières années.

Dans l'ensemble, les responsables interrogés déplorent un manque de motivation, de volonté et d'implication dans l'entreprise chez les personnes qu'ils recrutent.

- **Des recrutements annoncés**

A la question « Pensez-vous recruter dans les mois à venir », 4 entreprises sur 10 ont répondu par l'affirmative. Les embauches concerneraient des postes d'ouvriers qualifiés, mais aussi de cadres pour lesquels les demandes se font pressantes, notamment dans le domaine commercial et mercatique, qui est l'un des points faibles des établissements interrogés.

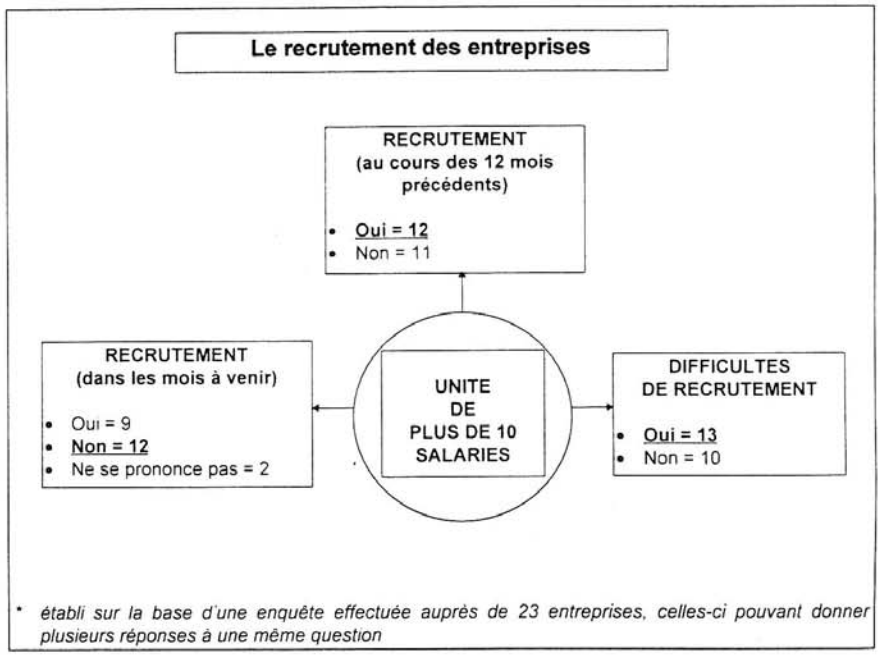
- **La formation, un investissement souvent minimal**

En raison du développement des nouvelles technologies, de la quête de qualité et de la nécessité de rechercher de nouveaux débouchés, les besoins en qualification du personnel sont considérables et jugés prioritaires.

Toutefois pour notre échantillon, comme pour le Loir-et-Cher en général[20], l'effort des entreprises en ce domaine reste modeste : peu d'établissements dépassent leur obligation légale en matière de contribution financière à la formation de leur personnel. Seulement 4 d'entre eux (dont 2 de taille artisanale) ont engagé des sommes supérieures à 3 % de leur chiffre d'affaires.

Des « plans de formation » ont été adoptés par la plupart des entreprises au cours de ces dernières années. Les domaines d'action les plus fréquemment cités concernent l'informatique et la bureautique, le contrôle de la qualité et l'hygiène, la production, le management et le commercial-mercatique, la maintenance.

Peu d'entreprises ont recours à la formation par alternance. Celles qui ont signé des contrats de qualification ou des contrats d'apprentissage ont privilégié les professions commerciales, ce qui témoigne une nouvelle fois d'un réel besoin dans ce domaine.



* *établi sur la base d'une enquête effectuée auprès de 23 entreprises, celles-ci pouvant donner plusieurs réponses à une même question*

[20] Selon les résultats de l'enquête du Baromètre de Conjoncture Sociale réalisée par l'Observatoire et ses partenaires (Adecco, Adelec, ANDCP, Union Patronale) - Cf. Chronic Echo n° 1 - octobre 1996, et n° 10 - novembre 1997.

Conclusion

La qualité : tel est le maître-mot qui ressort de cette enquête. Elle conditionne la fidélisation de la clientèle, la présence dans les grands réseaux de distribution et en conséquence la pérennité de l'entreprise. Mais cette qualité a un coût en raison des investissements productifs qu'elle nécessite, liés tant aux contraintes réglementaires qu'à la propre volonté des responsables.

Les débouchés sont essentiellement nationaux, tandis que les approvisionnements sont très majoritairement effectués dans le département ou la région.

Les dirigeants s'estiment mieux ou aussi bien placés que la concurrence en matière de prix, moyens de production, capacité d'adaptation ; en revanche, le dynamisme commercial apparaît parfois insuffisant, mais des efforts vont être consentis pour y remédier (recrutement de cadres et de techniciens notamment).

Les budgets de recherche semblent difficiles à mesurer, mais l'innovation est présente et donne lieu à un renouvellement régulier des produits.

Dans l'ensemble, sans occulter les difficultés financières ou autres qui peuvent affecter certaines entreprises, le secteur des I.A.A. en Loir-et-Cher apparaît performant.

4

LES I.A.A. DE LOIR-ET-CHER

Les 101 entreprises ou établissements agro-alimentaires précédemment identifiés sont présentés dans ce chapitre en fonction de leur secteur d'activité.

1 - Industrie de la viande

• Production de viandes de boucherie

Boyauderie blésoise

67-69 Rue André Boulle
BP 925
41009 BLOIS

Téléphone : 02-54-78-17-30
Télécopie : 02-54-74-46-60

SA au capital de 300 000 F
Code Naf : 151A
Effectif : 165

Activités : Production et négoce de boyaux pour la charcuterie, pour l'industrie de la parfumerie, etc
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F
CA à l'exportation : 28 %

Etablissements Gourault

61 rue André Boulle
BP 1315
41013 Blois Cedex

Téléphone : 02-54-78-32-01
Télécopie : 02-54-78-70-34

SA au capital de 3 700 000 F
Code Naf : 151A
Effectif : 85

Activités : Abattage, commerce de gros de viandes et abats.
Marques : Veau de Fleurance, Veau des Campagnes, Veau du Val Fleuri, Les frères Gourault
CA 1995 : entre 100 et 200 millions de F.
CA à l'exportation : 15%

Etablissements Pasquier

ZI - 1, rue Nicolas Appert
41700 Contres

Téléphone : 02-54-79-53-83
Télécopie : 02-54-79-06-88

SA au capital de 250 000 F
Code NAF : 151A
Effectif : 30

Activités : commerce de viandes de porcs et saucisserie
Marque : Pasquier
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F.
CA à l'exportation : 15 %

Sicavyl

51 avenue Ronsard
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-77-32-28
Télécopie : 02-54-77-56-99

Société d'Intérêt Collectif Agricole
Etablissement secondaire (siège social dans l'Yonne)
5 etablissements
groupe SICAVYL (français)

Code Naf : 151A
Effectif : 35

Activités : Abattage, vente de viandes en gros et demi-gros

• Production de viandes de volaille

Etablissements Grejon

3 rue du chemin bas
41370 Josnes

Téléphone : 02-54-87-40-02
Télécopie : 02-54-87-44-08

SARL au capital de 50 000 F
Code Naf : 151C
Effectif : 10

Activités : Abattage de volailles, grossiste
Marque : Les fermiers de l'Orléannais (négoce), Foie gras du Perche (abattage)
CA 1995 : entre 5 et 10 millions de F.
CA à l'exportation : moins de 1%

SA Gauthier

Le Bourg
41170 Choue

Téléphone : 02-54-80-86-06
Télécopie : 02-54-80-77-52

SA au capital de 500 000 F
Code Naf : 151C
Effectif : 72

Activités : Abattage et découpe de volailles
Marque : Le Raboliot, le Poulet Orléannais, le Paladin
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F
CA à l'exportation : 4%

SA Ménard

11 rue Palluau
41120 Ouchamps

Téléphone : 02-54-44-04-97
Télécopie : 02-54-44-11-34

SA au capital de 660 000 F
Code Naf : 151C
Effectif : 27

Activités : Abattage de volailles, commerce de gros et semi-gros
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.

SA Servais

Trianon
41270 Droué

Téléphone : 02-54-80-53-20
Télécopie : 02-54-80-16-45

SA au capital de 1 375 000 F
Code Naf : 151C
Effectif : 87

Activités : Abattage et vente de volailles
Marque : Servol
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F.
CA à l'exportation : 3%

SARL Sergent

Rue des Brossillons
41500 Mer

Téléphone : 02-54-81-15-81
Télécopie : 02-54-81-36-34

SARL au capital de 485 000 F
Code Naf : 151C
Effectif : 11

Activités : Abattage de volailles
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.
CA à l'exportation : 11%

Volabraye

Route de Saint-Calais
BP 3
41360 Savigny-sur-Braye

Téléphone : 02-54-23-32-32
Télécopie : 02-54-23-32-39

SA au capital de 5 000 000 F
groupe HUTTEPAIN (Français)
2 établissements
Code Naf : 151C
Effectif : 180

Activités : Abattage de dindes, découpe, conditionnement de produits élaborés
Marques : Volabraye
CA 1995 : entre 150 et 200 millions de F.
CA à l'exportation : 11%

- **Préparation industrielle de produits à base de viandes**

Etablissements Germanaud et Compagnie

51-53 rue André Boulle
41008 Blois Cedex

Téléphone : 02-54-55-50-00
Télécopie : 02-54-78-87-97

SA au capital de 6 804 600 F
groupe Paul PREDAULT (Français)
Code Naf : 151E
Effectif : 136

Activités : Fabrication de jambons cuits
CA 1995 : entre 100 et 150 millions de F.

Festins de Sologne (Les)

Parc d'Activités de Sologne
41600 Lamotte-Beuvron

Téléphone : 02-54-88-05-31
Télécopie : 02-54-88-41-76

EURL au capital de 5 000 000 F
Code Naf : 151E
Effectif : 20

Activités : Préparation de plats cuisinés pasteurisés
Marques : Festins de Sologne, NGF

Etablissements André Gentyl

ZI Sud
1 rue marc Seguin
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-77-05-09

SARL au capital de 50 000 F
Code Naf : 151E
Effectif : 11

Activités : Boucherie, charcuterie, traiteur, demi-gros
CA 1995 : entre 1 et 5 millions de F.

- **Charcuterie artisanale**

Charcuterie Chartin

1 rue des Vergers
41350 Vineuil

Téléphone : 02-54-42-60-33
Télécopie : 02-54-43-97-90

Code Naf : 151F
Effectif : 9

Chateau Bertrand

Rue Nationale
41700 Cour Cheverny

Téléphone : 02-54-79-96-22

Code Naf : 151F
Effectif : 2

Cheval Christian

15 Faubourg d'Orléans
41200 Romorantin-Lanthenay

Téléphone : 02-54-76-22-98

Code Naf : 151F

Etablissements Jallu

Le Bourg
41160 Busloup

Téléphone : 02-54-23-41-22
Code Naf : 151F
Effectif : 7

Furon André

55 rue Georges Clémenceau
41200 Romorantin-Lanthenay

Téléphone : 02-54-76-02-80

Code Naf : 151F

Malvoisin SARL d'exploitation

11 rue Poterie
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-77-04-75

Code Naf : 151F
Effectif : 3

Pasquier Michel

10 rue des Orfèvres
41000 Blois

Téléphone : 02-54-78-18-16

Code Naf : 151F
Effectif : 2

SARL Berthelot

20 rue de Sion
41130 Selles-sur-Cher

Téléphone : 02-54-97-45-14

Code Naf : 151F
Effectif : 4

Industrie des poissons

La Bourriche aux appétits

Chemin du Creux de l'Ecuelle
41500 Saint-Dyé-sur-Loire

Téléphone : 02-54-81-65-25

Code Naf : 151F
Effectif : 1

Industrie des fruits et légumes

- **Préparation de jus de fruits et légumes**

SPAN (Société des Produits Alimentaires Noël)

7 avenue de la République
41150 Onzain
Téléphone : 02-54-20-86-74
Télécopie : 02-54-20-85-63

SARL au capital de 1 510 000 F
groupe SRC (Société Rochefortaise Communication, Français)
Code Naf : 153C
Effectif : 30

Activités : Fabrication de concentrés et de poudres de légumes et de fruits
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.
CA à l'exportation : 39%

- **Transformation et conservation de légumes**

Gillet Contres

5 avenue des Platanes
BP 14
41700 Contres

Téléphone : 02-54-79-53-05
Télécopie : 02-54-79-55-71

SA au capital de 6 681 600 F
Code Naf : 153E
Effectif : 85

Activités : Conserverie de légumes pour la restauration et l'épicerie fine
Marque : Gillet-Contres
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F.
CA à l'exportation : 1%

Labaume productions

Les Essarts
41800 Montoire-sur-le-Loir

Téléphone : 02-54-72-40-28

SARL au capital de 80 000 F
Code Naf : 153E
Effectif : 3

Activités : Conserverie

Société Conserves du blaisois

ZI
41700 Contres

Téléphone : 02-54-79-50-02
Télécopie : 02-54-79-08-08

SA au capital de 19 790 000 F
Code Naf : 153C
Effectif : 85

Activités : Conserverie de légumes
marque : D'Aucy
CA 1995 : entre 100 et 150 millions de F.
CA à l'exportation : 39%

Sica Champiroc

Avenue de la Libération
41800 Montoire-sur-le-Loir

Code Naf : 153E

Sica du Val de Cher

Le Poliveau
41400 Bourré

Téléphone : 02-54-32-75-02

Code Naf : 153E
Effectif : 3

- **Transformation et conservation de fruits**

SA Conserverie de la Guide

104 avenue de Vierzon
41600 Lamotte-Beuvron

Téléphone : 02-54-88-05-54
Télécopie : 02-54-88-65-84

Code Naf : 153F
Effectif : 9

Industrie des corps gras

- **Fabrication d'huiles et graisses brutes**

Huileries du Berry Etablissement Guénard

42 Route de Tours
41140 Noyers-sur-Cher

Téléphone : 02-54-75-75-75
Télécopie : 02-54-32-66-66

SA au capital de 19 790 000 F
Code Naf : 154A
Effectif : 23

Activités : Fabrication d'huiles gastronomiques, d'huiles vierges, travail à façon cosmétique
Marque : Huiles Guénard, Berinoix
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F
CA à l'exportation : 45%

Industrie laitière

- **Fabrication de fromages**

Fromageries Bel

21 avenue Ronsard
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-73-61-61
Télécopie : 02-54-77-88-19

SA au capital de 72 062 400 F
Etablissement secondaire (SA siège Paris)
20 établissements
groupe BEL (Français)
Code Naf : 155C
Effectif : 312

Activités : Fabrication de fromages
Marque : aucune sur le site de Vendôme

CA : entre 10 et 50 millions de F.
CA à l'exportation : 45%

Fromages Chèvres Gaillard

5, route de Romorantin
41700 Contres

Téléphone : 02-54-79-51-29

Code Naf : 155C
Effectif : 2

Fromageries du Vendômois

15 avenue Pierre Armand Colin
41100 Villiers-Sur-Loir

Téléphone : 02-54-72-91-29
Télécopie : 02-54-72-83-50

Code Naf : 155C
Effectif : 5

Laiterie de Montoire-le-Loir

52 rue Denis Papin
41100 Montoire-sur-le-Loir

Téléphone : 02-54-85-04-22
Télécopie : 02-54-85-08-32

Code Naf : 155C
Effectif : 4

Les fromagers de tradition

Le Theil
41130 Billy

Téléphone : 02-54-97-56-07

SA au capital de 2 000 000 F
Etablissement secondaire (siège social en Ille-et-Vilaine)
Code Naf : 155C
Effectif : 12

Activités : Fabrication et vente de fromages de chèvre
Marque : AOC Selles-sur-Cher, Pyramide, Ste-Maure, Petite Pyramide, Sologhot
CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F.

Pinglot Alain

La Bidaudière
41320 Maray

Code Naf : 155C
Effectif : 1

SARL Fromagerie Huchet

7 rue Jules Ferry
41130 Selles-sur-Cher

Téléphone : 02-54-97-54-42

Code Naf : 155C

- **Fabrication de glaces et sorbets**

GIDIS SARL

Les Girardières
41130 Châtillon-sur-Cher

Téléphone :
Télécopie :

Code Naf : 155F
Effectif : 2

Travail des grains

- **Meunerie**

Cosson Frères

Moulin de Souvigny
41120 Seur

Téléphone : 02-54-44-04-77

Code Naf : 156A
Effectif : 2

Lebert Marteau Paulette

Le Vivier
41110 Seigy

Téléphone : 02-54-75-06-18

Code Naf : 156A
Effectif : 5

Les Minoteries Bisson

Les Quatre Roues
41200 Pruniers en Sologne

Téléphone : 02-54-76-23-04
Télécopie : 02-54-76-53-28

SARL au capital de 100 000 F
Code Naf : 156A
Effectif : 8

Activités : Minoterie

Minoteries Goubet

Le Moulin de Saint-Jean
41160 Saint-Jean-Froidmentel

Téléphone : 02-54-82-64-02
Télécopie : 02-54-82-05-88

SA au capital de 1 500 000F
Code Naf : 156A
Effectif : 14

Activités : Production de farines pour boulangeries artisanales et industrielles
Marque : Farine Goubet, Delauzat (farine bio.), Lemaire, Copaline, Novilia
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.

Fabrication d'aliments pour animaux

- **Fabrication d'aliments pour animaux de ferme**

C.A.P.A.C.O.

Rue André Boulle
41000 Blois

Téléphone : 02-54-55-89-00
Télécopie : 02-54-55-88-00

Etablissement secondaire (siège social Paris)
3 établissements

Code Naf : 157A
Effectif : 23

Activités : Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
Marque : Franciade, Technic Uccab

CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F

Sologne Aliments

Rue des Usines
41320 Châtres-sur-Cher

Téléphone : 02-54-98-04-29
Télécopie : 02-54-98-09-14

SARL au capital de 100 000F
Code Naf : 157A
Effectif : 6

Activites : Fabrication d'aliments pour animaux. Commerce lié à l'alimentation animale, élevage, agriculture

- **Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie**

Unisabi (n°1 européen)

Le Petit Masangé
Rue Bernard Sergent
BP 2
41330 La Chapelle Vendômoise
Téléphone : 02-54-45-44-00
Télécopie : 02-54-45-45-45

SNC
Etablissement secondaire (siège social Loiret)
3 établissements
groupe MARS INC (Etats-Unis)

Code Naf : 157C
Effectif : 110

Activités : Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie

CA 1995 : entre 500 et 900 millions de F.

Vernon Pierre SA

7 rue des Ecoles
41120 Ouchamps

Téléphone : 02-54-44-02-71
Télécopie : 02-54-44-14-07

SA au capital de 450 000 F.

Code Naf : 157C
Effectif : 18

Activités : Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie

CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.

Boulangerie et boulangerie-pâtisserie

Boulangerie Foch

11 avenue Foch
41000 Blois

Téléphone : 02-54-42-02-85
Télécopie : 02-54-43-68-90

Code Naf : 158C
Effectif : 7

Boulangerie Pâtisserie Calloux Priou

60 rue Nationale
41700 Chémery

Téléphone : 02-54-71-82-06
Code Naf : 158C
Effectif : 3

Boulangerie Pâtisserie Chevereau

65 rue du Bourg Neuf
41000 Blois

Téléphone : 02-54-78-13-68

Code Naf : 158C
Effectif : 6

Boulangerie Pâtisserie Robert

10 route de Blois
41140 Noyers-sur-Cher

Téléphone : 02-54-75-05-10

Code Naf : 158C
Effectif : 7

EURL Boulangerie de la Plaine

50 avenue Saint Exupery
41100 Saint-Ouen

Téléphone : 02-54-77-12-39

Code Naf : 158C
Effectif : 1

Ferrer Jean

14 rue Michel Bégon
41000 Blois

Téléphone : 02-54-43-39-62

Code Naf : 158C
Effectif : 5

Fouquiau Claude

Place Saint-Martin
41600 Nouan-Le-Fuzelier

Téléphone : 02-54-88-72-35

Code Naf : 158C
Effectif : 4

Gauvain José

Route de Saint-Hilaire
41160 Morée

Téléphone : 02-54-82-74-30

Code Naf : 158C
Effectif : 2

Guillegault et Compagnie

2 Place de l'eglise
41250 Mont-près-Chambord

Téléphone : 02-54-70-71-54
Télécopie : 02-54-70-79-61

Code Naf : 158C
Effectif : 11

Lacour Jacques

1 rue Pierre de Ronsard
41000 Blois

Téléphone : 02-54-43-94-14

Code Naf : 158C
Effectif : 6

Lebert Marteau Paulette

12 rue de la Raquette
41110 Saint-Aignan

Téléphone : 02-54-71-55-85

Code Naf : 158C
Effectif : 5

Legroux Serge

23 avenue Georges Clémenceau
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-77-09-59

Code Naf : 158C
Effectif : 8

Le Mitron

Grande rue
41150 Onzain

Téléphone : 02-54-20-70-64
Code Naf : 158C
Effectif : 6

Marchau Jean-Paul

147 bis avenue du Maréchal Maunoury
41000 Blois

Téléphone : 02-54-78-27-78
Télécopie : 02-54-56-12-97

Code Naf : 158C
Effectif : 18

Ressault Michel

29 Place Clémenceau
41100 Montoire-sur-le-Loir

Téléphone : 02-54-85-14-54

Code Naf : 158C
Effectif : 9

Ribreau Denis

1 Place de l'Hôtel de Ville
41350 Vineuil

Téléphone : 02-54-42-67-16

Code Naf : 158C

Rosier Jacky

52 rue Denis Papin
41000 Blois

Téléphone : 02-54-78-04-72

Code Naf : 158C
Effectif : 3

SARL Boulangerie Méroise

6 rue Nationale
41500 Mer

Téléphone : 02-54-81-00-72

Code Naf : 158C
Effectif : 8

Valcke Deporte Muriel

70 rue Nationale
41700 Cour Cheverny

Téléphone : 02-54-79-98-70
Code Naf : 158C
Effectif : 9

- **Pâtisserie**

Briopain

Route de Blois
41130 Billy

Téléphone : 02-54-97-41-41
Télécopie : 02-54-97-45-45

Code Naf : 158D
Effectif : 18

Girard Maurice

44 Faubourg Chartrain
41100 Vendôme

Téléphone : 02-54-77-02-89

Code Naf : 158D
Effectif : 4

Granger Serge

50 rue Nationale
41400 Montrichard

Téléphone : 02-54-32-04-27

Code Naf : 158D
Effectif : 3

SOCAB

Les Gâts de Coeur
41350 Vineuil

Code Naf : 158D

Biscuiterie, fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche

Etablissements Morina Pâtissier (n° 2 français)

ZI - 2 boulevard de l'industrie
BP 20
41700 Contres

Téléphone : 02-54-79-79-79
Télécopie : 02-54-79-79-78

SA au capital de 2 500 000 F
Etablissement secondaire (siège social à Contres)
2 établissements
groupe ANDROS (Français)

Code Naf : 158F
Effectif : 86

Activités : Fabrication de biscuiterie, pâtisserie (madeleine, génoises, bûches de Noël, yoyo).
Marques : Morina, Super Yoyo, Marjorie

CA 1995 : entre 100 et 200 millions de F.
CA à l'exportation : 4 %

Le Palet Solognot

30 bis route de Chambord
41250 Maslives

Téléphone : 02-54-81-60-97
Télécopie : 02-54-81-62-11

SA au capital de 2 050 000 F

Code Naf : 158F
Effectif : 19

Activités : Fabrication, vente de produits de biscuiterie.

CA 1995 : entre 5 et 10 millions de F
CA à l'exportation : 1 %

Quick Gel

15 rue du Pressoir Blanc
41000 Blois

Téléphone : 02-54-43-21-20
Télécopie : 02-54-43-44-00

Code Naf : 158A
Effectifs : 105

Etablissement secondaire (SA siège Yvelines)
4 établissements
groupe UNILEVER
(anglais/hollandais)

Activités : Boulangerie, viennoiserie en pâte crue surgelée
Marque : Quick Gel, Délice de la Tour
CA 1995 : entre 200 et 500 millions de F. pour l'entreprise

Painsol

3 rue des Petits Champs
41300 Salbris

Téléphone : 02-54-97-04-82
Télécopie : 02-54-88-20-27

SA au capital de 1 000 000 F
Etablissement secondaire (siège social Oise)
3 établissements
groupe UNICHIPS (Italie)

Code Naf : 158F
Effectif : 40

Activités : Biscuiterie et fabrication de pain d'épices et nonnettes.
Marque : Painsol
CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.
CA à l'exportation : 1 %

Chocolaterie, confiserie

Cadbury France (n°1 français)

2 rue de la Garbotiere
41000 Villebarou

Téléphone : 02-54-44-47-00
Télécopie : 02-54-74-49-17

SA au capital de 1 012 521 900 F
Siège Social de l'entreprise
2 etablissements
groupe CADBURY SCHWEPPES (Anglais)

Code Naf : 158K
Effectif : 500

Activités : Chocolaterie, confiserie.
Marque : Poulain, Grand Arôme, Super Poulain
CA 1995 : entre 500 millions et 1 milliard de F.
CA à l'exportation : 10 %

Chocolat du clos de l'Arche (Au)

59 avenue de Paris
41200 Romorantin

Téléphone : 02-54-76-88-90
Télécopie : 02-54-96-93-32

Code Naf : 158K
Effectif : 2

Vauche Max

50 rue du Commerce
41000 Blois

Téléphone : 02-54-78-23-55

Code Naf : 158K
Effectif : 1

Condiments et assaisonnements

Etablissements Guy Briand

17, rue Mardelle
41400 Bourré

Téléphone : 02-54-71-66-00
Télécopie : 02-54-75-37-46

EURL au capital de 10 220 000 F
Etablissement secondaire (siège social à Contres)
2 établissements
groupe SOFADIM (Français)

Code Naf : 158R
Effectif : 65

Activités : Commerce de conserves et de condiments au vinaigre
Marque : Olvaria

CA 1995 : entre 50 et 100 millions de F.
CA à l'exportation : 3 %

Industries alimentaires non comprises ailleurs

Lighties

ZA Le Clos des Neiges
41120 Candé-sur-Beuvron

Téléphone : 02-54-79-49-09
Télécopie : 02-54-79-49-07

SA au capital de 3 414 000 F

Code Naf : 158V
Effectif : 7

Activités : Fabrication de produits pour l'apéritif à base de graines de tournesol. Conditionnement à façon (barquettes...).

Industrie des boissons

- **Production d'eaux de vie naturelles**

Coopérative agricole de distillerie

Champcol
4, rue de la Vernelle
41130 Selles-sur-Cher

Code Naf : 159A

Coopérative distillerie Bords du Loir

60, rue du petit Thouars
41100 Villiers-sur-Loir

Code Naf : 159A

Coopérative de distillerie

Mairie
41130 Châtillon-sur-Cher

Code Naf : 159A

Coopérative de distillerie

41400 Chissay-en-Touraine

Coopérative de distillerie

Mairie
41120 Sambin

Code Naf : 159A

Deodatienne distillerie

Mairie
41350 Montlivault

Code Naf : 159A.

SARL Alambic

Rue de la Tonnelle
41350 Huisseau-sur-Cosson

Code Naf : 159A

Union coop distillerie St-Georges

311 rue du Général De Gaulle
41400 St-Georges-sur-Cher

Téléphone : 02-54-32-34-04

code NAF : 159A

- **Fabrication de spiritueux**

Chambord et Compagnie

279, route de Chambord
41350 Huisseau-sur-Cosson

Téléphone : 02-54-20-37-84
Télécopie : 02-54-20-34-45

SARL au capital de 6 000 000 F
Siège social
3 établissements
groupe CHARLES JACQUIN ET CIE (Américain)

Code Naf : 159B
Effectif : 20

Activités : Fabrication et négoce de liqueurs et confitures
Marque : Chambord, Saint Dalphour, Charles Jacquin, Royal Mountaine

Chiffre d'affaires : entre 50 et 100 millions de F.
CA à l'exportation : 99 %

Etablissements Girardot

62 route de Tours
41400 Chissay-en-Touraine

Téléphone : 02-54-32-32-05
Télécopie : 02-54-32-76-26

SA au capital de 250 080 F
Date de création : 1900

Code Naf : 159B
Effectif : 6

Activités : Fabrication de spiritueux, liqueurs et eaux de vie. Commercialisation de vins de Touraine, négociant.

- **Production d'alcool éthylique de fermentation**

Coopérative de distillerie

41400 Monthou-sur-Cher

Code Naf : 159D

Fournier Distillation Commission Service

Distillerie Vinicole de Touraine
Rue Morest
41350 Huisseau-sur-Cosson

Code Naf : 159D

- **Champagnisation**

J.M. Monmousseau SA

71 route de Vierzon
BP 25
41400 Montrichard Cedex

Téléphone : 02-54-71-66-66
Télécopie : 02-54-32-56-09

SA au capital de 13 770 000 F
Siège social
2 établissements
groupe MASSARD GREVENMACHER (Luxembourgeois)
Code Naf : 159B

Effectif : 19

Activités : Elaboration et commercialisation de vins selon une méthode traditionnelle. Commercialisation de vins du pays de Loire.
Marque : AOC Touraine, Crémant de Loire

CA 1995 : entre 10 et 50 millions de F.
CA à l'exportation : 19 %

- **Vinification**

Cave coopérative des vignerons de Saint-Georges-sur-Cher

112 rue du général De Gaulle
41400 saint-Georges-sur-Cher

Téléphone : 02-54-32-30-46
Télécopie : 02-54-32-08-32

Code Naf : 159G

Cave coopérative du Vendômois

60 avenue du Petit Thouars
41100 Villiers-sur-Loir

Téléphone : 02-54-72-90-69
Télécopie : 02-54-72-75-09

Code Naf : 159G

Les caves de la Tourangelle

26 rue de la Liberté
41400 Saint-Georges-sur-Cher

Téléphone : 02-54-32-65-75

Code Naf : 159G
Effectif : 1

Les vignerons de Mont-près-Chambord

816 La petite rue
41250 Mont-près-Chambord

Téléphone : 02-54-70-71-15
Télécopie : 02-54-70-70-65

Code Naf : 159G

Les vignerons des Côteaux Romanais

50 rue Principale
41140 Saint-Romain-sur-Cher

Téléphone : 02-54-71-70-74
Télécopie : 02-54-71-41-75

Code Naf : 159G

Loiseau Jean-Pierre

49 rue des Ecoles
41140 Noyers-sur-Cher

Téléphone : 02-54-75-40-69

Code Naf : 159G
Effectif : 1

Marcel Louet SARL

7 chemin Coteau
41400 Bourré

Téléphone : 02-54-32-19-31
Télécopie : 02-54-32-39-42

Code Naf : 159G
Effectif : 8

Commerce de gros de volailles et de gibiers

C.A.F.O

7 rue de la Mairie
41160 la Colombe

Téléphone : 02-54-72-36-32
Télécopie : 02-54-82-65-70

Code Naf : 513E
Effectif : 5

Gaugry Patrick

73 rue de Chambord
41230 Mur de Sologne

Téléphone : 02-54-83-89-34

Code Naf : 513E

Malbran Frères

21 rue des déportés 2 Mai 1944
41110 Châteauvieux

Téléphone : 02-54-75-20-07
Télécopie : 02-54-75-33-94

Code Naf : 513E

5

LES CENTRES DE RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le tissu économique agro-alimentaire est constitué majoritairement par de petites entreprises qui sont, par la mondialisation des marchés, confrontées à une concurrence de plus en plus rude. Pour consolider leur position ou se développer, ces entreprises éprouvent d'importants besoins en terme de recherche. Celle-ci implique plusieurs acteurs car les entreprises n'ont souvent pas les moyens financiers et humains d'effectuer leur propre effort de recherche. Par conséquent, l'existence d'un dispositif d'appui technique et de transfert de technologie, complété d'un enseignement diversifié, est prépondérant.

Les structures de recherche en agro-alimentaire

La puissance de recherche en Agro-Sciences présente en région Centre mérite d'être soulignée. Elle s'appuie à la fois sur les deux centres I.N.R.A. de Tours et d'Orléans, les deux universités des mêmes villes, quelques laboratoires privés (principalement en biologie végétale) et sur un bon réseau d'expérimentation appliquée et de structures de développement.

En agro-alimentaire, le thème de recherche le plus développé dans la région est celui de l'hygiène alimentaire qui s'appuie sur trois équipes I.N.R.A., une équipe universitaire, le Laboratoire de Touraine et le C.R.I.T.T. Hyginov. Tous sont situés à Tours.

Les autres structures du secteur public sont, pour le pôle de Tours, l'Institut Technique de la Vigne et du Vin (I.T.V.) et le Centre Technique du Champignon (C.T.C.). D'autre part, certaines entreprises privées comme Bel, Unisabi ou Ligea ont leur propre centre de recherche.

Enfin, la région Centre s'est dotée d'un réseau de diffusion technologique relativement important. Ce dispositif d'appui regroupe plus de 60 conseillers de service public, spécialisés dans le conseil en développement technologique. Parmi eux, quatre Centres Régionaux d'Innovation et de Transfert de Technologie (C.R.I.T.T.) ont pour mission d'aider les entreprises du secteur agro-alimentaire. Ce sont des associations regroupant chercheurs et professionnels :

- C.R.I.T.T. HYGINOV (Nouzilly - Indre-et-Loire) : maîtrise de la qualité microbiologique et toxicologique dans le secteur agro-alimentaire.
- C.R.I.T.T. INNOPHYT (Orléans) : développement des nouvelles techniques de protection biologique des cultures. Plusieurs prestations sont offertes, notamment la formation et l'information en agro-alimentaire.
- C.R.I.T.T. ISIS (Orléans) : amélioration des performances reproductives des différentes espèces animales et interface entre le domaine de la maîtrise de la reproduction animale et celui des procréations médicalement assistées chez l'homme.

- C.R.I.T.T. VALICENTRE (Orléans) : connaissance des matières premières de base en alimentation animale et définition d'un meilleur équilibre nutritionnel afin d'assurer la formulation d'aliments performants.

L'enseignement supérieur en région Centre

En 1995, sous la coordination des préfets de Région et recteurs d'académie, ont été réalisés les Schémas Régionaux de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. En région Centre, le schéma final a été élaboré, entre autres, à partir du travail de plusieurs groupes thématiques dont l'un (« Biologie- Agro-Sciences ») recouvre assez largement les domaines de l'Agriculture et de l'Agro-Alimentaire.

Malgré l'importance de son agriculture, la région Centre n'héberge aucun établissement spécialisé d'enseignement supérieur agronomique (public ou privé). Toutefois, l'enseignement supérieur des productions et de la biologie tant animales que végétales occupe localement une place importante grâce, notamment, aux liaisons anciennement établies entre les universités de Tours et d'Orléans et l'I.N.R.A. Un accord cadre liant l'INA-PG (Institut National Agronomique Paris-Grignon), l'université de Tours, l'I.N.R.A. et la ville de Tours est venu renforcer cet axe depuis 1993.

Au niveau du troisième cycle, la région Centre compte 10 formations :

- D.E.A.[21] « Biologie des populations, génétique et éco-éthologie (université de Tours)
- D.E.A. « Biologie et biophysique moléculaires et cellulaires (université de Tours et d'Orléans)
- D.E.A. « Biochimie, Biologie, Physiologie et Pharmacologie cellulaires » (université de Tours)
- D.E.A « Interactions hôtes-parasites » (université de Tours)
- D.E.A. « Biologie forestière » (université d'Orléans)
- D.E.A. « Environnement : Temps, Espace, Sociétés (Université d'Orléans)
- D.E.S.S.[22] « Assurance qualité en agro-alimentaire, chimie et bio-industrie » (université de Tours)
- D.E.S.S. « Développement, production, management et stratégies dans les bio-industries » (université d'Orléans)
- Ecole Doctorale : Information biologique, environnement et santé (université de Tours)
- Ecole Nationale Supérieure de la Nature et du Paysage (Blois)

En deuxième cycle 11 formations sont développées :

- Maîtrise de Biologie cellulaire et physiologie (université d'Orléans et de Tours)

[21] D.E.A. : Diplôme d'Etudes Approfondies
[22] D.E.S.S. : Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées

CONCLUSION

Troisième secteur en terme d'emplois, avec plus de 3 300 salariés, premier en nombre d'entreprises, les Industries Agro-Alimentaires du Loir-et-Cher se composent d'une multitude de petites unités et de quelques grands établissements appartenant en majorité à des groupes nationaux ou étrangers. Leur localisation fait apparaître un axe privilégié Vendôme - Blois - Contres. Elles contribuent largement à l'excédent de la balance commerciale de notre département.

L'enquête effectuée auprès d'une vingtaine d'établissements a permis de mettre en évidence quelques points forts : une grande exigence de qualité, des dirigeants dynamiques, un outil de production considéré comme performant, un marché de taille nationale, voire internationale. La période récente a vu émerger un certain nombre de petites entreprises sur des produits innovants sachant allier les techniques modernes de production à l'image de la tradition et du terroir.

Les dirigeants reconnaissent toutefois qu'un effort important reste à fournir sur le plan commercial, surtout dans les petites unités. La concurrence très vive sur certains produits n'est d'ailleurs pas sans mettre en difficultés les entreprises les plus exposées.

La dépendance des grands établissements vis-à-vis des centres de décision extérieurs fragilise le tissu économique local dans son ensemble, dans la mesure où les unités même les plus performantes ne sont pas à l'abri de restructurations soudaines. Or, les exigences toujours plus draconiennes en matière de sécurité et d'hygiène alimentaires nécessitent des investissements de plus en plus lourds qui incitent le secteur à accroître sa concentration.

L'avenir de l'Industrie Agro-Alimentaire du Loir-et-Cher n'est donc pas facilement prévisible. Il dépendra certainement en partie de sa capacité à mettre à profit le fort potentiel agricole départemental, qui apparaît aujourd'hui insuffisamment exploité localement.

ANNEXES

Annexes

I - Les sources 90

II - Table de passage NAP - NAF 93

III - Liste des entreprises enquêtées 96

IV - Les 20 premières entreprises agro-alimentaires françaises 98

V - Les 10 premiers groupes agro-alimentaires mondiaux 99

Annexe I

Les sources

Pour caractériser les entreprises, plusieurs sources ont été utilisées afin de disposer d'indicateurs aussi pertinents que significatifs :

1 - INSEE

Les informations relatives aux entreprises sont issues du fichier Sirene : ce dernier recense tous les établissements (sièges ou non) quelles que soient leur taille ou leur statut. La différenciation sectorielle repose sur l'Activité Principale Exercée par l'établissement codifiée dans la Nomenclature d'Activités Françaises (N.A.F.) effective depuis 1993.

L'INSEE dispose également d'autres informations notamment sur la production, la consommation et l'emploi. Pour ces trois thèmes, les séries statistiques étudiées sont issues de la comptabilité nationale selon l'ancienne nomenclature française, la N.A.P.[1] (effective en 1973 ; Cf. table de passage en annexe). L'intérêt premier d'utiliser cette source est la possibilité d'analyser les évolutions sur moyen et long terme. Cependant, tous les secteurs agro-alimentaires de la N.A.P. ne correspondent pas exactement aux secteurs agro-alimentaires de la N.A.F. Le nombre d'entreprises et le nombre d'emplois sont donc légèrement différents d'une source à l'autre. Mais les différences, qui affectent la représentation du système productif restent, en général, relativement faibles

Secteur d'activité (exemples)	N.A.P.	N.A.F.	Variation NAF / NAP
Production de viandes de boucherie			
• nombre d'entreprises	• 436	• 449	• + 3 %
• nombre d'emplois	• 38 730	• 39 461	• + 1,9 %
• % chiffre d'affaires dans les I.A.A.	• 12,7 %	• 12,7 %	• -
Industrie laitière (hors glaces et sorbets)			
• nombre d'entreprises	• 357	• 354	• - 0,8 %
• nombre d'emplois	• 61 669	• 61 646	• - 0,04 %
• % chiffre d'affaires dans les I.A.A.	• 21,5 %	• 21,3 %	• - 0,2 point
Fabrication d'huiles et graisses brutes			
• nombre d'entreprises	• 15	• 15	• -
• nombre d'emplois	• 1 852	• 1 852	• -
• % chiffre d'affaires dans les I.A.A.	• 0,6 %	• 0,6 %	• -
etc.			

Source : INSEE - fichier FUTE 1992

[1] N.A.P. : Nomenclature des Activités et des Produits

Pour prévenir des écarts importants, il est nécessaire d'étudier les secteurs à un niveau agrégé.

2 - Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation

Il exploite les informations issues de l'E.A.E.[2] concernant les entreprises agro-alimentaires. Le champ de cette enquête couvre les entreprises privées et les organismes coopératifs agricoles qui emploient 10 salariés ou plus et dont l'activité principale correspond aux secteurs des I.A.A., hors boulangerie et pâtisserie artisanales et fabrication de tabac (les évolutions se calculent à champ constant). Cette enquête apporte des informations sur les données comptables des entreprises, leurs investissements, leurs établissements et leurs emplois. Le chiffre d'affaires calculé par ce ministère se distingue de la valeur de la production mesurée par l'INSEE dans les comptes nationaux et ce pour deux raisons essentielles : d'une part, le champ de la comptabilité nationale est complet alors que celui des E.A.E. est partiel (la production est alors supérieure aux ventes) ; d'autre part, la production, pouvant être sous-traitée, est alors vendue plusieurs fois et est dans ce cas inférieure aux ventes.

3 - UNEDIC

Cet organisme enregistre les établissements qui comptent au moins un salarié (c'est-à-dire cotisant à l'assurance chômage). Le champ couvre l'ensemble du secteur concurrentiel, y compris la plupart des entreprises publiques à caractère industriel et commercial, mais exclut le secteur agricole et para-agricole. Les informations portent exclusivement sur le nombre d'entreprises et le nombre d'emplois salariés (selon un mode déclaratif). Elles sont disponibles éventuellement à un niveau géographique infra-départemental.

4 - la Direction Régionale des Douanes et des Droits Indirects

Elle recense les entreprises qui exportent et qui importent en précisant le type de produits ainsi échangés, ce qui permet de caractériser le commerce extérieur d'un département par exemple.

[2] E.A.E. : Enquête Annuelle d'Entreprises

5 - Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

L'exploitation des déclarations obligatoires des entreprises ou établissements de plus de 20 salariés permet d'avoir un aperçu intéressant sur les effectifs salariés en 1996 et notamment leur répartition par métier et par secteur d'activité.

L'Enquête Structure des Emplois (E.S.E.) est réalisée annuellement auprès de tout établissement du secteur privé ou public à caractère industriel et commercial dont l'effectif salarié au 31 décembre est égal ou supérieur à 20 ; en sont exclues la plupart des administrations de l'Etat et des collectivités locales. Le champ ainsi constitué représente environ 43 % des salariés du département en 1996. Pour effectuer des comparaisons par secteur, par catégorie de personnel, des agrégations ont été faites depuis les nomenclatures N.A.F. et P.C.S.-E.S.E. (Professions et Catégorie-Socioprofessionnelle).

6 - La Chambre de Métiers

Elle recense toutes les entreprises artisanales départementales inscrites dans le Répertoire des Métiers. Mais la différenciation sectorielle repose sur une nomenclature différente de la N.A.F. : la N.A.R.[3] Cette nomenclature décline les activités selon de nombreux secteurs et sous-secteurs d'activité dont celui de « l'Alimentation » qui correspond aux 9 groupes agro-alimentaires de la N.A.F.

7 - La Chambre de Commerce et d'Industrie

Elle gère le Registre du Commerce et des Sociétés dont sont tirées notamment des informations statistiques sur les mouvements d'entreprises.

8 - L'A.D.E.L.E.C.[4]

Cette agence gère un fichier d'entreprises portant sur les activités de transformation, les services aux entreprises.

[3] N.AR. : Nomenclature des Activités relevant du Répertoire des métiers
[4] ADELEC : Agence de Développement Economique de Loir-Et-Cher

Annexe II

Table de passage NAP → NAF
Activités agro-alimentaires

Code NAP	Libellé	Code NAF	Libellé
3501	Abattage du bétail	151A	Production de viandes de boucherie
3504	Charcuterie et conserves de viandes	151E	Préparation industrielle de produits à base de viandes
3505	Viandes de volailles et gibiers	151C	Production de viandes de volaille
3610	Industrie laitière	155D	Fabrication d'autres produits laitiers
3610	Industrie laitière	155C	Fabrication de fromages
3610	Industrie laitière	155B	Fabrication de beurre
3610	Industrie laitière	155A	Fabrication de lait liquide et de produits frais
3620	Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets	158M	Fabrication de pâtes alimentaires
3620	Fabrication de crèmes glacées, glaces et sorbets	155F	Fabrication de glaces et sorbets
3701	Conserves de fruits et confitures	153F	Transformation et conservation de fruits
3701	Conserves de fruits et confitures	151E	Préparation industrielle de produits à base de viandes
3702	Conserverie de légumes	153E	Transformation et conservation de légumes
3702	Conserverie de légumes	153A	Transformation et conservation de pommes de terre
3703	Conserverie de poisson	152Z	Industrie du poisson
3704	Préparation de plats cuisinés	158M	Fabrication de pâtes alimentaires
3704	Préparation de plats cuisinés	153E	Transformation et conservation de légumes
3704	Préparation de plats cuisinés	152Z	Industrie du poisson
3704	Préparation de plats cuisinés	151E	Préparation industrielle de produits à base de viandes
3810	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	158B	Cuisson de produits de boulangerie
3810	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	158A	Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
3840	Boulangerie, pâtisserie	158C	Boulangerie et boulangerie-pâtisserie
3850	Pâtisserie	158D	Pâtisserie
3901	Meunerie	156A	Meunerie
3902	Biscuiterie, biscotterie	158F	Biscotterie, biscuiterie, pâtisserie de conservation

Code NAP	Libellé	Code NAF	Libellé
3902	Biscuiterie, biscotterie	156D	Fabrication de produits amylacés
3903	Semoule	156B	Autres activités du travail du grain
3904	Fabrication de pâtes alimentaires et de couscous	158M	Fabrication de pâtes alimentaires
3905	Céréales secondaires transformées	156B	Autres activités du travail du grain
3906	Malterie	159Q	Malterie
3907	Fabrication de produits amylacés	156D	Fabrication de produits amylacés
3908	Aliments pour animaux	157C	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie
3908	Aliments pour animaux	157A	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
3908	Aliments pour animaux	152Z	Industrie du poisson
3908	Aliments pour animaux	151A	Production de viandes de boucherie
4011	Fabrication d'huiles, corps gras bruts	154A	Fabrication d'huile et graisses brutes
4012	Fabrication d'huiles et corps gras raffinés de margarine	154E	Fabrication de margarine
4012	Fabrication d'huiles et corps gras raffinés de margarine	154C	Fabrication d'huile et de graisses raffinées
4012	Fabrication d'huiles et corps gras raffinés de margarine	154A	Fabrication d'huile et graisses brutes
4021	Sucreries, raffineries de sucre	158H	Fabrication de sucre
4031	Chocolaterie, confiserie	158K	Chocolaterie, confiserie
4032	Torrefaction et brûlerie de café, thé, chicorée et infusions, préparation d'épices et herbes aromatiques	158R	Fabrication de condiments et assaisonnements
4032	Torréfaction et brûlerie de café, thé, chicorée et infusions, préparation d'épices et herbes aromatiques	158P	Transformation du thé et du café
4033	Fabrication de condiments, vinaigre, sauces préparées	158R	Fabrication de condiments et assaisonnements
4033	Fabrication de condiments, vinaigre, sauces préparées	153E	Transformation et conservation de légumes
4034	Fabrication d'aliments diététiques, aliments pour bébés, produits de régime	158T	Fabrication d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques
4035	Fabrication d'entremets, desserts ménagers et petits déjeuners	158V	Industries alimentaires n.c.a
4036	Fabrication de bouillons et potages	158V	Industries alimentaires n.c.a.
4037	Fabrication de produits alimentaires divers	158V	Industries alimentaires n.c.a.
4101	Distillation d'alcool	241G	Fabrication d'autres produits chimiques organique de base
4101	Distillation d'alcool	159D	Production d'alcool éthylique de fermentation

Code NAP	Libellé	Code NAF	Libellé
4102	Distillation d'eau de vie naturelle	159A	Production d'eaux de vie naturelle
4103	Production de liqueurs et apéritifs alcoolisés autres qu'à base de vin	159B	Fabrication de spiritueux
4104	Production d'apéritifs à base de vin	159G	Vinification
4105	Champagnisation	159S	Industries des eaux de table
4105	Champagnisation	159F	Champagnisation
4106	Brasserie	159N	Brasserie
4107	Cidrerie	159J	Cidrerie
4108	Production de jus de fruits et de légumes	153C	Préparation de jus de fruits et de légumes
4109	Fabrication de boissons non alcoolisées élaborées	159T	Production de boissons rafraîchissantes
4110	Production d'eaux minérales naturelles	159S	Industrie des eaux de table

Annexe III

Liste des entreprises enquêtées

Nom de l'entreprises	Activité	Commune	Personne interrogée
Volabraye	Abattage de dindes : découpes, conditionnement et produits élaborés	Savigny-sur-Braye	M. QUANTIN (Directeur)
Ets Gourault	Abattage, commerce de gros de viandes et abats	Blois	M. J.P. GOURAULT (P.D.G.)
Ets Ménard	Abattage de volailles, commerce de gros et semi-gros	Ouchamps	M. P. MENARD (P.D.G.)
Festins de Sologne	Préparation de plats cuisinés pasteurisés	Lamotte-Beuvron	M. CHAPUIS (Directeur)
Ets Pasquier	Commerce de viandes de porcs et saucisserie	Contres	M. J. PASQUIER (Directeur Général)
Ets Grejon	Abattage de volailles, grossiste foie gras et gibiers	Josnes	M. J.J. GREJON (Gérant)
Sicavyl	Abattage, vente de viandes en gros et demi-gros	Vendôme	M. C. BOUTARD (Chef de poste)
Boyauderie Blésoise	Production et négoce de boyaux destinés à la fabrication de produits de charcuterie	Blois	M. P. FOLLET (P.D.G.)
André Gentyl	Préparation industrielle de produits à base de viandes	Vendôme	M. A. GENTYL (Gérant)
Germanaud et Cie	Fabrication de jambons cuits (préparation industrielle de produits à base de viandes)	Blois	M. A. SAINSOT (Directeur)
Huileries du Berry	Fabrications d'huiles gastronomiques, huiles vierges, travail à façon, cosmétiques	Noyers-sur-Cher	M. GUENARD (P.D.G.)

Liste des entreprises enquêtées (suite)

Nom de l'entreprises	Activité	Commune	Personne interrogée
Minoterie Goubet	Production de farines pour boulangeries artisanales et industrielles	St-Jean-Froidmentel	M. F. GOUBET (P.D.G.)
Unisabi	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	La Chapelle Vendômoise	M. J.L. COURALET (Directeur)
Morina Pâtissier	Fabrication de biscuiterie, pâtisserie	Contres	M. J.M. BONAMI (Responsable de production)
Quick Gel	Boulangerie, Viennoiserie en pâte crue surgelée	Blois	M. G. BOYER (Directeur)
Le Palet Solognot	Fabrication, vente de produits de biscuiterie	Maslives	Melle B. SINET (Assistante de Direction)
Monmousseau J.M.	Elaboration et commercialisation de vins selon la méthode traditionnelle	Montrichard	Mme COUCHARRIERE (Directeur Général)
Ets Guy Briand	Commercialisation de conserves et condiments au vinaigre	Bourré	M. TOUPET (Directeur)
La Bourriche aux Appétits	Production de terrines, de mousses, de plats cuisinés à base de poissons d'eau douce et de Loire	St-Dyé-sur-Loire	M. G. QUESNEAU (Gérant)
Minoterie Bisson	Fabrication de farine	Pruniers-en - Sologne	M. J.M. BISSON (Gérant)
Insolite et Tradition	Fabrication de gâteaux et de confitures	Droué	M. F. JOHANNY (Chef d'entreprise)
Domaine des Genêts	Production et commercialisation d'œufs. Transformation d'œufs en œufs pochés	Pierrefitte-sur-Sauldre	M. CARLIER (Gérant)
Laiterie de Montoire	Production de fromages à pâte molle, de fromages frais et de crèmes fraîches	Montoire-sur-le-Loir	M. J. CHARPENTIER (Gérant)

Annexe IV

Les 20 premières entreprises agro-alimentaires françaises*
(millions de francs, 1994)

Nom de l'entreprises	Chiffre d'Affaires	Effectif	Résultat net
Groupe Danone	76 820	68 181	3 527
Eridania Beghin-Say	50 786	22 298	1 208
LVMH	27 967	18 617	3 667
Besnier	24 012	?	?
Nestlé France	23 907	13 800	698
Unilever France	20 400	13 000	624
Pernod Ricard	15 833	10 839	1 147
Sodiaal	15 775	6 618	32
Seita	15 584	6 062	658
Nestlé Sources International	15 545	?	?
Socopa	12 600	4 600	?
Cie Laitière Européenne	11 476	4 724	- 69
Bongrain	9 673	7 699	366
Pomona	8 174	4 866	102
Groupe Cana	8 105	3 726	12
Coopagri Bretagne	8 012	2 881	11
Arcadie	7 872	2 872	?
Fromageries Bel	7 397	6 379	384
Champagne Céréales	7 139	1 552	- 35
Doux	6 979	6 887	119

* : Depuis 1994, plusieurs groupes ont connu des restructurations accompagnées de licenciements : Danone, Fromagerie Bel, etc.

En 1994, les 20 premières entreprises françaises concentrent à elles seules plus de 200 000 emplois, soit 36 % de l'emploi agro-alimentaire total du pays, et affichent un chiffre d'affaires de 374 milliards de francs, soit 57 % du chiffre d'affaires dégagés par le secteur. Deux d'entre eux ont un établissement en Loir-et-Cher : les fromageries Bel (du groupe Bel : 18ème rang), Quick Gel (du groupe Unilever : 6ème rang).

Annexe V

Les 10 premiers groupes agro-alimentaires mondiaux
(CA de l'alimentation en millions de dollars, 1994)

Nom de l'entreprises	Marques	Chiffre d'Affaires
Philip Morris (Etats-Unis)	Milka, Suchard, Côte d'or, Hollywood, Carte noire, Jacques Vabre, Maxwell...	53 228
Nestlé (Suisse)	Perrier, Contrex, Vittel, Nescafé, Maggi, Buitoni, Findus, Kitkat, Nesquick...	40 247
Pepsico (Etats-Unis)	Pepsi-Cola, Seven Up, Biscuiterie Nantaise (BN)...	28 472
Unilever (GB/Pays-Bas)	Astra, Fruit d'or, Planta, Bénédicta, Boursin, carte d'or, Motta, Captain Iglo, Lipton, Royco...	26 150
Coca-Cola (Etats-Unis)	Coca-Cola, Fanta, Sprite, Minute Maid...	23 828
Danone (France)	Danone, Evian, Amora, Liebig, Panzani, LU, Tuc, Blédina, Kronenbourg...	12 843
Anheuser Bush (Etats-Unis)	Premier brasseur mondial avec Budweiser et Nichelob...	11 364
Grand Met. (GB)	Brossard, Häagen-Dazs, Géant vert, alcool (J&B, Smirnoff)...	11 300
Snow Brand (Japon)	Numéro 1 japonnais des produits laitiers avec sa marque Yuki Uirushi	10 600
Eridania Béghin-Say (France)	Lesieur, Béghin-Say, Ducros, Vahiné, Carapelli...	9 157

Agence de Développement Economique de Loir-Et-Cher, *Les cahiers de l'entreprise n°17*, mai 1997.

ASSEDIC, données statistiques sur l'emploi salarié, département, région, France.

Chambre d'Agriculture de Loir-et-Cher, *Etude viande bovine*, décembre 1996.

Chambre d'Agriculture de Loir-et-Cher, *L'agriculture en Loir-et-Cher*, décembre 1996.

Fédération Régionale des Coopératives Agricoles du Centre (FRCA), Dossier de presse, janvier 1995.

Fédération Régionale des Coopératives Agricoles du Centre (FRCA), *Annuaire des coopératives agricoles de la région Centre*, janvier 1997.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.), *Les Industries Agro-Alimentaires en 1995*, collection INSEE RESULTAT système productif n°123 - janvier 1997.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.), *Les Industries Agro-Alimentaires en 1996 : croissance confirmée malgré la crise de la viande bovine*, collection INSEE PREMIERE n°528 - juin 1997.

Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Alimentation, AGRESTE, *Agri-repères édition 1996*, n°44 - septembre 1996.

Ministère de l'Agriculture de la Pêche et de l'Alimentation, AGRESTE, *Données chiffrées IAA n°63* - Enquête Annuelle d'Entreprise 1995, résultats sectoriels et régionaux - janvier 1997.

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, AGRESTE, *Mémento Agricole (données 1996)*, juin 1997.

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher, *Bilan Economique et Social du Loir-et-Cher - année 1995*.

Observatoire de l'Economie et des Territoires de Loir-et-Cher, *Bilan Economique et Social du Loir-et-Cher - année 1996*.

SENAT, *Industries Agricoles et Alimentaires*, session ordinaire de 1996-1997, tome IV novembre 1996.